

# INFORMATIONS

## CORRESPONDANCE

# OUVRIERES

Le Numéro : 1 F 50 - MENSUEL

N° 90

FEVRIER 1970

### SOMMAIRE

Les grèves sauvages	1
Dans les entreprises en France	5
Italie	10
Viet-Nam	11
Grande-Bretagne	13
Hollande	17
Discussion	18
Des camarades et des groupes	23
Publications	28

Directeur de la Publication : P. BLACHIER  
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

## Les grèves sauvages

### une réalité vers la construction d'un monde nouveau

Bon nombre de camarades, militants de groupuscules ou autres, dans la nature, rescapés de mai 68, étudiants ou cherchant une formule exemplaire, ouvriéristes ou d'un mode de vie « non aliéné », se creusent la cervelle pour redéfinir par leur réflexion ou par leur pratique, « l'organisation » révolutionnaire qui détruirait le vieux monde capitaliste de l'ouest et de l'est.

L'éventail de cette « avant-garde » (qui cherche désespérément l'idéal qui allierait théorie et pratique) s'étale depuis les organisations léninistes les plus orthodoxes jusqu'aux nouvelles communautés des groupes affinitaires en passant par les « organisations conseillistes » définies par les situationnistes (1). Tous les groupes existant sont minés par la constation de leur impuissance, le repli dans des noyaux fermés ou dans l'activisme échevelé, dans une « pratique » que les intéressés déclarent volontiers conforme à leur « théorie ».

I.C.O. n'échappe ni à ces débats, ni à « l'insatisfaction » chez certains camarades ; il suffit de le lire ou d'éplucher les comptes rendus des rencontres de 69 pour constater l'existence de deux courants « incohérents » : l'un qui veut prendre la lutte de classe pour ce qu'elle est, c'est-à-dire le combat des travailleurs sur les lieux de production, et tout ce que cela signifie pour toute l'économie capitaliste ; l'autre qui met en avant l'aliénation et prend la lutte

comme une construction que l'on peut faire déjà en soi-même par la pratique de certaines vertus exemplaires, et ensemble par « l'action collective » d'éléments « conscients ». Pour autant que des débats entre ces deux courants soient dans une langue accessible, les discussions permettent de préciser et d'approfondir mais non de concilier. Cela reste totalement étranger à la lutte de classe et aux préoccupations des travailleurs en lutte : pour eux, leur lutte n'est pas un choix auquel on doit trouver des raisons, mais la réponse qui s'impose à leurs propres nécessités de travailleurs.

Quel point commun peut-il exister entre les tentatives d'analyses des cheminements du mouvement d'émancipation des travailleurs, tel qu'il est, et les apologues de toutes ces actions marginales présentées comme les seules luttes émancipatrices ? Lors de la rencontre internationale de Bruxelles, en juillet 69, des camarades étudiants ont pu parler de l'intégration des grèves sauvages en prenant l'exemple hollandais. En 20 ans, de telles grèves n'avaient mené nulle part ; d'autres ont pu évoquer dans l'action de groupes une « relève révolutionnaire » des conseils ouvriers. Le mou-

(1) Internationale Situationniste n° 12, p. 64 : « Préliminaires sur les Conseils et l'organisation conseilliste »



vement provo se voulait aussi cette relève (et il est maintenant bien défunt après une année de gloire « exemplaire »), relève revendiquée aussi comme mode de vie, libération présente et action sociale. Il a suffi d'une nuit d'émeute ouvrière pour le ramener pratiquement à rien dans la lutte sociale. (2)

Les luttes qui se déroulent actuellement en Europe ne doivent rien à l'action de tous ces groupes ; elles permettent au contraire de souligner que les « grèves sauvages » ne sont nullement l'éternel recommencement que certains voudraient y voir. Bien qu'elles présentent des traits forts différents, elles tracent les lignes d'une évolution, de formes d'organisation qui ne sont pas dans la tête ou dans l'action de quelques uns, seulement dans les faits sociaux. La moindre de ces luttes concerne un nombre infiniment plus grand de travailleurs « révolutionnaires sans le savoir » que les actions des « révolutionnaires conscients ».

On ne connaît que ce qui se passe dans l'Europe de l'Ouest, mais on peut penser que cette évolution se déroule aussi à l'Est, sous le capitalisme d'Etat, à mesure que ces pays arrivent à un développement industriel identique, par exemple en Allemagne de l'Est ou en Tchécoslovaquie ou en Russie.

Le terme « grève sauvage » subit d'ailleurs, ici même en France, de curieuses vicissitudes, depuis que les groupuscules, tous plus ou moins syndicalistes, et le capitalisme français, l'ont découvert avec les tendances à l'autonomie des luttes qui se sont déroulées depuis mai 68.

On ne peut parler des grèves sauvages à propos des grèves présentes dans les Asturies, bien qu'elles soient illégales et imposées par la force des travailleurs, bien qu'elles soient contre le syndicat officiel, rouage direct de l'Etat franquiste : la revendication des travailleurs en lutte est la liberté syndicale, l'établissement de syndicats « démocratiques », dans le genre de ceux que nous pouvons connaître ici même. Situation que l'on peut rapprocher d'une lutte en France dans une petite boîte avec un patron de combat et qui conduit souvent à la formation d'une section syndicale. Les travailleurs concernés pensent, en faisant cela, travailler pour leur émancipation : ils utilisent des formes d'organisation que les travailleurs abandonnent ailleurs, mais en y mettant déjà un contenu différent ; ce fait se révèle très souvent très rapidement dans des conflits avec les appareils qu'ils ont constitués ou rejoints.

En France ou en Italie, les tendances à l'autonomie et au contrôle des luttes par les travailleurs eux-mêmes sont masquées par des conflits politiques inhérents à la persistance de structures anciennes. Celles-ci expliquent d'une part la possibilité d'intervention des syn-

dicats, trouvant encore la confiance de couches importantes de travailleurs alors qu'ils s'intègrent de plus en plus, d'autre part qu'ils peuvent toujours clairement discuter et traiter pour les ouvriers en lutte, alors qu'ils développent leur rôle répressif. De même les idées de rénovation syndicale continuent à être protégées, parfois à emprunter au vocabulaire des comités d'action ou des conseils (1).

Par contre, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Suède, en Belgique, ces tendances prennent des formes beaucoup plus caractéristiques se dégageant de l'emprise des appareils, et esquissant ce que peut-être la voie du combat d'une classe pour la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes.

Il ne s'agit pas d'en tirer une recette, de chercher un « exemple révolutionnaire ». Les uns attachent une valeur exemplaire à la « lutte révolutionnaire », dans les pays « arriérés », et cherchent des idoles dans le Che ou un Mao. D'autres, les mêmes parfois, forcés de considérer qu'il y a des travailleurs qui luttent dans les pays industrialisés, pensent répondre à cette lutte par des propositions de « contrôle ouvrier » (1), d'autogestion, ou bien sortent du chapeau le « conseil ouvrier », comme une institution miracle qui résoudrait tout, d'un seul coup : c'est toujours le même mythe d'une révolution messianique qui bien souvent précède et imprègne toute réflexion sur la société telle qu'elle nous domine.

C'est seulement l'analyse et la réflexion sur les luttes **telles qu'elles se déroulent** actuellement qui peut permettre de voir comment, dans le monde moderne, l'émancipation des travailleurs progresse, développant, sous des formes différentes dûes aux particularismes nationaux et historiques, les traits communs libérateurs du capitalisme. Malheureusement, même pour des pays proches, il est quelquefois difficile de connaître les faits essentiels.

Ainsi, pour l'Allemagne (2), nous savons peu de choses en dehors de la soudaineté, de la violence retenue et de la cohésion énorme des luttes sauvages de l'automne dernier. Elles furent déclenchées et menées en partie hors de puissants syndicats, mais elles n'ont pas fait apparaître d'organismes, mêmes provisoires de lutte ( du moins à notre connaissance ) ; en regard, on peut mettre l'apparition en Allemagne de toute une littérature notamment sur la

(1) Nous reviendrons sur la transformation du syndicalisme de l'anarcho-syndicalisme en « conseillisme » (par exemple, derrière certaines tentatives du « Conseil de Nantes »).

(1) « Le contrôle ouvrier », c'est le titre d'une brochure d'Ernest Mandel diffusée en France par la Ligue Communiste (trotskyste) sur laquelle nous reviendrons.

(2) Voir I.C.O. n° 87, nov. 69, p. 1 - les grèves sauvages en Allemagne de l'Ouest.

(2) Voir la brochure d'I.C.O. : les provos et la lutte de classe - supplément à I.C.O. n° 17, mai 68.



période des conseils (1917-1923) (3), ce qui permet de penser que les grèves témoignent de l'existence d'un courant latent mais puissant vers l'autonomie, qui se traduit déjà par un courant de pensée et d'intérêt.

Pour la Suède, la grève des mineurs de Laponie marque spectaculairement le pays du « socialisme » parlementaire. Ce qu'il est beaucoup plus important de relever, c'est l'autonomie totale de la lutte, les ouvriers en grève refusant d'associer un membre quelconque des syndicats à la conduite de leur lutte, à l'élaboration de leurs revendications, et aux discussions. (4)

Pour la Grande-Bretagne, tout pourrait paraître moins net : les shop-stewards sont des délégués syndicaux, tout y chemine sous la forme d'une guerre d'usure sans faits bien marquants (si on compare par exemple avec l'Italie actuelle ou la France de 68). Mais finalement, ces faits nombreux et concordants, révèlent combien les travailleurs imposent fortement leur volonté dans le combat incessant contre l'exploitation au niveau des entreprises, là où on essaie de réduire leur vie pour redonner vie et puissance au capitalisme anglais. Deux faits seuls, parmi d'autres, pour illustrer cette lutte : la récente réunion des shop-stewards de Ford, lançant un ultimatum **aux patrons et aux syndicats** (1). Imagine-t-on en France une réunion nationale de tous les délégués Renault, de tous les syndicats, dirigée contre les centrales et élaborant sous le contrôle étroit de la base une tactique de lutte offensive à l'échelle du trust ? Le texte qui suit explique une tentative dans un trust de l'électronique d'occupation des usines et de **remise en route** de celles-ci ; la tentative a échoué, mais elle n'en porte pas moins la marque d'une situation des luttes à un tout autre niveau que celui que nous connaissons en France.

Les luttes quotidiennes - pratiquement toujours des grèves sauvages déclenchées et menées en dehors du syndicat - inlassablement répétées au cours des 20 dernières années, et apparemment sans aucune évolution, ont totalement perturbé l'économie anglaise ; tous les dirigeants ont cherché en vains au cours des années écoulées les moyens de mettre fin au mouvement autonome qui les tient ainsi en échec. Mais ce faisant, ils ont précipité une évolution. Les luttes aux usines Ford étaient

menées précisément contre une tentative de briser les grèves sauvages : elles ont amené la constitution d'organismes de base dans toutes les usines, et à l'échelon national de l'assemblée, émanation de la base, dont nous parlons ci-dessus.

Le cheminement d'un autre thème accompagne celui de l'organisation des travailleurs, c'est celui de la gestion d'un monde nouveau par les producteurs eux-mêmes. Sans doute on jugera que l'expérience de la région de Liverpool a été d'un part, un échec, et d'autre part une tentative d'imposer de l'extérieur une « gestion ouvrière ». Néanmoins, ainsi que le fait ressortir le commentaire des camarades anglais de SOLIDARITY, il s'agit là de l'apparition d'idées qui, jusqu'ici, n'étaient guère exprimées. Cela marque une étape importante dans le développement du mouvement ouvrier anglais. Cette étape doit être reliée, non seulement à l'évolution des grèves sauvages en Angleterre, mais aussi dans le contexte international du courant d'autonomie des luttes ouvrières. Sous cet angle, la lutte des mineurs suédois pose brutalement la question du pouvoir et dans des termes qui excluent toute mystification politique ou syndicale.

Lorsqu'on regarde de près ce qui se passe en France présentement dans les entreprises, et malgré les différences signalées, on ne peut manquer de faire des rapprochements avec la situation anglaise. A la base des syndicats et avec les non syndiqués, il s'établit des communications, il apparaît des comportements, inconnus il y a peu. Nous reviendrons sur ces points que nous considérons importants. La critique du syndicat ne passe plus par les mots ou les personnes, mais par les faits ou par les actes, alors même qu'elle n'est pas exprimée comme telle.

Le cloisonnement syndical s'estompe surtout chez les jeunes. Le fait que les militants d'entreprise puissent, sans souci de leur appartenance, participer à des expériences comme les Cahiers de Mai, correspond à ces transformations. Alors même que des illusions subsistent quant à l'action par le canal des syndicats ou d'un parti existant, ou rénové, ou à créer. Alors même que ce courant peut servir de moteur à une réunification syndicale, donc à un renforcement des appareils, lesquels seraient ensuite dépassés. De même, le fait que les tactiques syndicales aient dû être transformées montre que les vieux clichés (qui autrefois correspondaient à une réalité) ne rencontrent plus d'audience. Si la C.G.T. met l'accent sur la « consultation », ce n'est pas par une conversion soudaine à la « démocratie ». C'est parce que la base, celle des militants et celle des travailleurs, considère maintenant qu'ils ont un droit de décision sur leurs revendications et sur leurs luttes, et qu'ils refusent d'être les soldats d'une organisation. Là aussi le conflit entre la tactique syndicale (quels qu'en soient les objectifs,

(3) Voir la brochure « Le mouvement pour les Conseils Ouvriers en Allemagne » - numéro spécial d'I.C.O. n° 42, août-septembre 65.

(4) Nous publierons prochainement un article sur cette grève ainsi que sur celle des mineurs du Limbourg. Nous envisageons un travail collectif et nous demandons aux camarades de nous faire parvenir des documents.

(1) Voir I.C.O. n° 89, janvier 70, p. 8 - article qui sera suivi par d'autres, car ce mouvement offensif connaît déjà d'autres développements.



à priori ils ne sont pas conformes à la volonté profonde des travailleurs) et l'autonomie des luttes, éclatera d'une manière ou d'une autre. Alors même (et d'autant plus) que les travailleurs auront pu « faire confiance », provisoirement.

Toute cette évolution - révolutionnaire - vers un monde nouveau, peut se dérouler lentement ou s'accélérer selon une foule de circonstances que personne ne peut prévoir. A coup sûr violemment, car comme la lutte de classe, la grève est toujours violente, d'une violence parfois contenue - encore plus violente si elle est « sauvage », c'est-à-dire si elle trouve devant elle et contre elle, la totalité des appareils répressifs. Les travailleurs ne sont pas anti-syndicalistes, mais il se trouve qu'aujourd'hui leurs luttes importantes, pour triompher, doivent passer sur le corps des syndicats. Car le premier des appareils répressif est celui qui est le plus proche des travailleurs, l'appareil syndical. La « cohérence » vient alors d'un affrontement, en même temps que la « conscience » ; de même se développent les organes autonomes de lutte, de gestion. Tout ceci d'une manière provisoire, fragmentaire, incomplète, cachée. Mais personne ne peut organiser cette « cohérence pratique et théorique » comme une construction volontaire et consciente hors du procès de production capitaliste, en dehors des luttes. Alors même que les débats, les recherches, les expériences « en marge » peuvent exprimer la crise des « valeurs » de la société de domination, les contradictions dans son développement, l'élimination ou la prolétarianisation de certaines classes ou couches sociales.

Si de tels débats ou de telles expériences peuvent se dérouler, c'est que la société est déjà ébranlée dans les fondements mêmes de l'exploitation du travail. Ce ne sont pas ces débats qui guident ou impulsent le mouvement d'émancipation, et l'acheminement vers la disparition du travail (du travail exploité comme une valeur marchande). Au contraire, ce sont duites dans le concret des entreprises et des luttes, qui conditionnent ces débats et expériences tendances à cette émancipation, déjà traces s'exprimant sur un autre plan. Même si tous (inconsciemment pour les travailleurs, consciemment - qu'ils disent - pour les autres) expriment cette tendance, personne ne peut faire que ce que font les travailleurs soit tout, car ils sont au cœur même du procès de production et que ce que font les « autres » ne soit rien, car ils ne sont rien dans ce procès de production.

Les débats que ces « autres » provoquent par leur théorie ou leur pratique, peuvent contribuer à préciser les termes et les perspectives du mouvement d'émancipation ; mais seulement dans la mesure où les mots, les concepts, le détachement du réel, la glorification de l'attitude exemplaire, n'en constitue pas l'amorce

d'une nouvelle idéologie, masquant alors l'essentiel. C'est ainsi que la « cohérence » de certains influencés par le situationnisme devient la théorisation d'une action pour l'action, isolée de tout contexte réel ; ou que les conseils - création du mouvement ouvrier réel - deviennent le drapeau, le programme, voir la forme d'organisation pseudo syndicale et politique, d'une idéologie conseilliste.

C'est bien évident que l'émancipation réelle exige la conscience claire du but à atteindre et non la satisfaction de petits aménagements. Mais, il est tout aussi évident que les « révolutions ne se font pas sur commande... », elles surgissent spontanément, quand la situation devient intolérable dans des moments de crise. Elle ne naissent que si ce sentiment d'intolérabilité s'affirme toujours plus au sein des masses, **en même temps** qu'y apparaît une certaine conscience homogène de ce qu'il convient de faire... ». Ceci se trouve inclus dans « un processus historique extrêmement complexe qui remplira toute une période de révolution, précédé et accompagné par des luttes spirituelles et des changements essentiels dans les idées fondamentales... » (1)

On peut relier, comme nous l'avons fait au début de ce texte les deux tendances « incohérentes » d'I.C.O. à deux courants de la pensée « révolutionnaire » : l'un qui se place sur le plan de « l'Homme » et place en premier la lutte - d'abord individuelle et consciente - contre l'aliénation, l'autre qui considère la lutte de classe, et les termes organisationnels d'un monde nouveau qu'elle fait surgir, en même temps que la conscience nécessaire de la libération **sociale** de chacun. Chacun peut mettre des noms, historiquement, sur ces deux courants. L'affrontement présent **au sein d'I.C.O.**, avec des groupes proches d'I.C.O., ne sont pas fortuits : il exprime qu'on se trouve engagé dans ce processus de mainmise totale du capitalisme sur le monde (en surface et en profondeur), d'apparition concomitante et corrélative d'organismes de lutte (et de gestion) d'un monde nouveau, et d'une conscience des finalités de ce monde nouveau (abolition du travail salarié et de toutes formes de domination). Les ruptures, les invectives, les obscurités, etc... ne font que traduire, au niveau des débats, la lenteur de ce processus et la violence inévitable des affrontements dans la dépossession totale d'une classe de son pouvoir total sur les hommes.

(1) Pannekoek et les Conseils ouvriers - Serge Bricianer Editions E.D.I., p. 290 - sur les conseils ouvriers.



# Dans les entreprises en France

## LA CONSULTATION DE L'E.D.F.

« D'une certaine façon, la préparation du référendum a remplacé l'action. On a beaucoup discuté, on n'a pas débrayé... On est resté à la moyenne... des campagnes électorales... Ils (la C.G.T.) ont pu, à peu de frais, faire apparaître leur centrale comme une organisation démocratique, combative... (quant à la convention).. il est possible que certains aménagements discrets... permettent à la C.G.T. sinon de signer... Elle a mené une opération rentable sur le point propagande... » (déclaration de JEANSON, président de la C.F.D.T. - Nouvel Observateur - 19-1-70).

Tout ceci est juste, si l'on s'arrête à l'aspect tactique et superficiel des organisations. Celles-ci doivent défendre une politique (lien avec un impérialisme) et maintenir la puissance de l'appareil face aux bouleversements de la concentration capitaliste. D'où tout ce battage où l'invective est d'autant plus « sérieuse » et vigoureuse qu'elle se passe entre complices dans la même société d'exploitation.

Mais les méthodes qu'utilise le syndicat et les objectifs qu'il essaie d'atteindre, révèlent les courants profonds de son évolution dans la société capitaliste moderne. Nous reviendrons de manière plus générale sur ce point.

Le rôle capital de la production et de la distribution de l'électricité dans une société industrielle moderne explique l'importance que prend, dans un état capitaliste, l'existence et le contrôle d'un trust national comme l'E.D.F. L'ensemble justifie le fait qu'en 1946, lors de la période de reconstruction du capitalisme français avec l'appui du P.C. et de la C.G.T., le contrôle quasi total de la force de travail de ce secteur vital ait été laissé à ces organisations.

Que ce contrôle n'a pas été sérieusement contesté par les dirigeants capitalistes au cours des 25 dernières années, permet de montrer qu'à la concentration correspond la transformation du syndicat en un syndicat unique auxiliaire obligatoire de la bureaucratie dirigeante. Ainsi toute velléité d'utilisation du moyen énorme de pression que constituent les manettes de l'E.D.F. se trouvait écarté par la vigilance de cet appareil (par exemple en mai 1968).

Le texte qui suit montre qu'au cours des derniers mois de 1969, au niveau d'une subdivision, les rapports entre la base (y compris les militants de base) et l'appareil se sont modifiés, non seulement dans le sens d'une critique, mais dans l'affirmation d'une certaine autonomie des luttes. Cela correspond à ce qu'on peut observer dans les autres secteurs de la production, mais cela prenait à l'E.D.F. une dimension particulière en raison de la position de la C.G.T.

Tout ceci explique les grandes manœuvres auxquelles s'est livrée la C.G.T. au cours du mois écoulé pour récupérer la base des travailleurs de l'E.D.F. et en même temps faire de cette opération une tribune de propagande à l'échelon national.

Le problème de la signature du « contrat de progrès » n'est finalement pas en cause : de telles conventions ont déjà été signées par la C.G.T. dans le passé, et d'autres l'ont été ces jours-ci. Ce qui est intéressant de noter est la multiplication d'un type de contrat entre les syndicats et les directions d'entreprises qui lie les deux parties et pour une période déterminée fixe le cadre

des conditions de travail. A l'E.D.F., comme ailleurs, si de tels contrats obligent les syndicats au respect de « leur » signature, par contre, ils ne lient aucunement les travailleurs : ceux-ci n'ont donc pas les mêmes scrupules à déclencher des luttes pour des points particuliers qui les concernent directement et qui ne sont pas fixés par les lignes générales des contrats ainsi conclus par les dirigeants. Dans les autres pays industrialisés, de tels contrats se sont également multipliés et c'est précisément leur existence qui a multiplié les grèves sauvages. Ainsi l'évolution même du capitalisme oblige à fixer par avance et d'une manière rigide, les conditions dans lesquelles sera vendue la marchandise « travail » ; c'est une nécessité pour l'entreprise moderne ; à cette nécessité correspond une nouvelle définition de la fonction syndicale dans l'entreprise qui lie d'une manière contractuelle (tout comme n'importe quel marché commercial) les syndicats et les directions d'entreprises, les travailleurs étant traités comme des objets dont on évalue le prix en fixant en salaires tous les éléments du travail.

A la base E.D.F. (subdivision de MONTEREAU - il y a 3 subdivisions identiques en Seine-et-Marne : MELUN MEAUX - MONTEREAU - dépendant du centre de MELUN).

Quatre actions ont été successivement organisées sur la base du « respect des accords de Grenelle » (notamment retour aux 40 h. par paliers annuels d'une heure). Les deux premières organisées par la C.G.T. seule, la dernière par C.G.T. et C.F.D.T. Dans cette subdivision, presque tous (130) sont syndiqués : 2/3 CGT, 1/3 CFDT.

PREMIERE ACTION : le 8 octobre, consistait à aller à MELUN en voiture pour une délégation au chef de centre. Une intervention hostile à cette action lors de l'assemblée des ouvriers de la subdivision fait qu'une dizaine d'entre eux n'y participent pas volontairement (ce qui est exceptionnel, les actions syndicales étant toujours bien suivies). Ils sont traités de jaunes par les délégués C.G.T. Mais l'entrevue de la délégation avec le chef de centre amène un retournement de situation. Celui-ci déclare que l'application des accords de Grenelle n'est pas de sa compétence, et concerne la direction nationale. La délégation discute finalement des choses du domaine du chef de centre : attribution de vêtements de cuir, etc... Le compte rendu de la délégation se déroule dans l'hostilité. Un tract est diffusé (voir I.C.O. n° 87 - nov. 69, p. 13). Un seul l'a signé, les autres n'ayant pas osé y mettre leur nom.

DEUXIEME ACTION : le 12 novembre avec la C.F.D.T. Toujours pour l'application des accords de Grenelle, mais cette fois à l'échelon national. Toutes les subdivisions de S.-et-M. devaient accompagner une délégation à la subdivision de MELUN. Cette fois, tout le monde y est allé, mais avec l'intention de marquer le coup. Les délégués font un discours dans la cour : « on vous remercie d'être venus si nombreux », « une délégation va se rendre auprès du chef de centre, et on reviendra vous faire un compte rendu ». Là-dessus, ils partent en délégation, mais des gars de MONTEREAU, NANGIS, MEAUX se joignent aux délégués syndicaux : ce n'est pas prévu au programme et on se retrouve une vingtaine dans le bureau du chef de centre. Les autres occupent le centre autant pour se chauffer que pour attendre. Question précise : quand les pourparlers vont-ils reprendre pour la diminution d'une heure par semaine promise pour 69, pour la revalorisation du salaire, etc... Le chef de



centre : « sortez, je vois téléphoner à la direction générale ». Personne ne sort. « Je vous en prie, sortez ». Du fond, une voix : « on attend ici ». Il est obligé de s'exécuter. La direction fait une vague réponse : « jamais interdit les discussions, reçoit les délégués quand ils le demandent, etc... ». Ça ne satisfait personne. On demande au chef de retéléphoner : on ne sortira du bureau qu'avec une réponse précise sur la date de discussion sur la grille des salaires, la deuxième étape vers les 40 h., et la revalorisation des salaires. On attend toute la matinée. A midi, le chef téléphone à sa femme pour son déjeuner. Des copains sortent pour chercher des sandwiches, on s'installe par terre pour pique-niquer. Les délégués commencent à avoir la trouille. Ils sortent tenir un conseil syndical dans le couloir. Une demi-heure après, ils nous demandent de venir nous entretenir avec eux. On y va : face à une douzaine d'ouvriers et une demi-douzaine de délégués pour s'entendre dire : « votre action est ridicule, vous n'obtiendrez rien, etc... ». Comme on ne veut pas sortir, ils refont une assemblée dans la cour ; juchés sur une table, ils harangent : « le chef de centre se fait tirer l'oreille, il faudra une action plus dure, rentrez chez vous, etc... ». On n'aurait pas dû sortir du bureau du chef de centre, mais c'est fait. Et comme tous se dispersent sur l'ordre de la C.G.T., on se retrouve tout seuls à ce moment là.

TROISIEME ACTION : grève du 19 novembre - A noter : la décision de grève avait été prise le 14 novembre, alors que les actions auprès du chef de centre, pour les mêmes objectifs ne sont pas terminées en province (les dernières prévues le 15, les premières le 12, dans la région parisienne) C.G.T. seule. La C.F.D.T. refuse de participer en développant des positions démagogiques. Les adhérents C.F.D.T. de base suivent la grève. Le matin, les flics gardent certains postes de répartition, contrôlent les papiers des agents E.D.F. qui s'y rendent ; ailleurs, ils interviennent pour occuper des postes dans la journée, notamment à Paris. Est-ce cela ou la pression de la base qui amène la C.G.T. et la C.F.D.T. à envisager une autre grève ? Toujours est-il qu'ils donnent comme prétexte la « répression » de la grève.

QUATRIEME ACTION : grève des 25 et 26 novembre. Une journée d'action sans coupures, et le lendemain, avec. Les incidents se multiplient.

Le matin du 2ème jour, 6 ouvriers de la SILEC (parmi eux un cadre conseiller municipal U.D.R., membre du service d'ordre gaulliste) sont à 8 heures devant la porte du centre E.D.F., accrochant ceux qui entrent « ridicule de couper, gêne tout le monde, empêche les ouvriers de travailler ». Il faut dire que la SILEC (construction électrique, câblage) est une boîte dure : pas de syndicat, pas de grève en mai, répression maison. Déjà la veille, un des deux gars qui distribuaient des tracts d'information à la porte de la SILEC s'est fait casser la gueule, vraisemblablement par la même équipe. Mais bien que branchée sur une ligne qui alimente l'hôpital, on lui a fait un traitement de faveur, coupure totale de la ligne et raccordement de l'hôpital sur une autre ligne (ce qui donne en même temps du courant à tout un quartier d'habitations ; de même aucune coupure au nouveau quartier de Surville, où il n'y a pas d'industries ni de gros commerçants, seulement des petits commerçants de quartier, relativement nombreux quand même). Après maintes explications, on envoie le commando au patron de la subdivision. Ils en reviennent écœurés : le patron a défendu les arguments de « ses grévistes » et ne veut laisser à personne d'autre le soin de se battre avec eux ; il leur a expliqué tout le système des salaires, du travail et des rémunérations. Dans un poste de répartition, le chef de Poste a prévenu les gars de l'intervention possible de la police en leur disant : « si vous vou-

lez occuper le Poste, venez nombreux et mettez-moi à la porte par la force ».

Le 27, à l'embauche, les avis sont partagés sur la reprise après ce qui semble être (du moins pour le public) une défaite des syndicats. La réunion improvisée du personnel de Montereau voit l'unanimité pour la poursuite de l'action (sauf 3, les délégués).

Dès le milieu de la matinée, on sait que dans certains centres des régions montagneuses (Savoie, Massif Central), les gars ont d'eux-mêmes remis le courant à cause du froid. Lorsque les délégués syndicaux rentrent de Paris et tiennent assemblée, ils sont chahutés comme jamais ils ne le furent « vous vous êtes fait laver le cerveau », « vous ne pouvez agir qu'avec des directives nationales ». Une décision semblable est prise à Nemours, Meaux et Fontainebleau. A Melun et Nangis, les discussions se déroulent pour savoir si la grève doit continuer lorsque les délégués reviennent de Paris. Ils emportent le morceau. Et pour faire reprendre les subdivisions encore en grève, ce sont les manœuvres habituelles « vous êtes tout seuls, les autres subdivisions ont repris » ; ce qui réussit à peu près partout. Fontainebleau et Meaux reprennent en début d'après-midi ; Nemours tient le coup jusqu'à 17 h. - parce qu'un délégué de Melun s'est déplacé jusqu'à Nemours pour leur dire qu'ils étaient les derniers. - Ils n'ont pas osé venir à Montereau qui a tenu toute la journée. On apprend plus tard qu'en Bretagne et dans le Centre la grève a aussi continué partiellement, presque entièrement dans le Midi, mais dans l'Est, tout le monde a repris comme un seul homme sur l'ordre des syndicats.

Le « contrat de progrès » est vivement critiqué par tous. La C.G.T. appuie car cela lui permet de se payer la C.F.D.T. Chacun comprend que c'est en deça de ce qui avait été promis en mai 68 :

- le retour aux 40 h. est encore reporté
- la formule de révision des salaires est conçue non en fonction des besoins, du coût de la vie, mais des profits de l'E.D.F. et de la production intérieure brute
- la rupture de l'accord (pas la grève) doit être dénoncée avec un préavis de 3 mois. Quant à l'interdiction des coupures en cas de grève...

Lors de l'Assemblée Générale où le délégué C.G.T. expose les termes du « contrat », un des gars de la subdivision intervient déclarant que la seule réponse est de partir en grève illimitée, tout de suite avec coupures. Presque tous les autres applaudissent. Les gars de la C.F.D.T. sont hostiles à la signature et déclarent qu'ils participeront à la consultation organisée par la C.G.T. (cela a du se reproduire ailleurs, ce qui explique le revirement de la C.F.D.T.).

Depuis des discussions, déjà commencées lors de la grève du 19 novembre, se poursuivent dans la subdivision pour savoir comment faire pour qu'une grève avec coupure ne gêne pas les particuliers. La solution de couper le courant industriel et de laisser le courant domestique demanderait un personnel important et qualifié, vu le grand nombre de points de distribution. Le mieux paraît être des coupures périodiques d'un quart d'heure, qui désorganiserait tout, mais n'auraient pas d'incidences sur les utilisations domestiques et empêcheraient les patrons de faire des retenues sur les salaires.

Face à l'inondation de tracts, meetings C.G.T., la C.F.D.T. tente une contre propagande sur la consultation C.G.T. Un ténor C.F.D.T. vient de Melun, mais une vingtaine de gars se déplacent, dont une douzaine C.G.T. thème : « des résultats positifs ». La discussion porte sur la formule d'augmentation et se termine par un af-



frontement C.G.T.-C.F.D.T.. Et par un appel à l'abstention. Résultats à Montereau : 76 % pour la C.G.T., 5 % contre, 16 % d'abstentions, 2 % de nuls.

La C.G.T. a réussi sa manœuvre : toute l'attention a été braquée sur le vote. Les critiques sont oubliées. C'est un pas en arrière. Des cartes C.F.D.T. sont déchirées, des adhésions vont à la C.G.T. Les discussions se déroulent sur les formules de revalorisation, c'est-à-dire sur le terrain choisi par la C.G.T. et les autres. Mais aucune directive ne vient de la C.G.T. depuis le vote, malgré l'attente. Si d'un côté on peut considérer qu'il y aura des désillusions après les déclarations catégoriques de la C.G.T. et des possibilités d'action autonome, de l'autre ce syndicat dispose quand même d'une certaine marge pour introduire une nouvelle campagne, sur une augmentation par exemple, qui regrouperait les « mécontents » sous directive syndicale.

## L'ABOLITION DU POINTAGE AUX GALÈRES DE BERCOT

(d'un camarade O.S. - Citroën - Paris)

Enfin, Citroën s'humanise !

Dorénavant, plus un seul salarié de l'entreprise n'est soumis à l'humiliation obligatoire de pointer.

Encore une victoire des Indépendants bien sûr. Déjà ceux-ci avaient obtenu, il y a quelques temps, après diverses négociations - et à titre exceptionnel seulement - la suppression du pointage au départ de l'équipe du soir à 23 h. 30.

La direction n'ayant constaté aucun relâchement de discipline, ni enregistré un départ anticipé, décide, toujours sous la pression rigoureusement soutenue des Indépendants, d'étendre cette mesure de faveur aux autres horaires.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que la Direction désormais fait appel à la conscience des travailleurs, à leur sens des responsabilités ? Qu'elle a senti que son contrôle sur les ouvriers était dégradant et oppressif autant qu'inutile, que maintenant l'entrée dans l'usine est aussi libre que dans un Prisunic... ainsi que la sortie ?

Il n'en est rien.

La vérification des entrées et sorties du personnel, au moyen des pendules pointeuses, s'était avérée presque inutile, du fait qu'un contrôle était exercé déjà par les gardiens de service. Ceux-ci arrêtaient systématiquement tous les retardataires qui franchissaient la porte, leur demandant leur numéro matricule (n° de pointage) et le communiquaient directement au service comptabilité avec la valeur du retard. De plus, le chef d'équipe, dès les premières minutes de travail, procédait à un « inventaire » rapide de « ses gars ».

Il est facile de comprendre qu'en intensifiant et en radicalisant les pratiques dont je viens de parler, les pendules deviennent inutiles et l'on peut supprimer ainsi l'entretien de cet appareil avide de « cartons » qu'il fallait renouveler toutes les quinzaines, sujettes malgré tout, vu leur âge, à un dérèglement éventuel.

En fait, le contrôle est à présent plus rigoureux, l'ouvrier gagne peut-être 1 ou 2 minutes : la durée du trajet qui le séparait autrefois de la pendule à son vestiaire ou à son lieu de travail ; mais par contre, auparavant il pouvait parfois échapper aux gardiens et faire pointer un camarade à sa place, pendant qu'il enfilait ses vêtements de travail.

Des tickets ont été distribués, de couleurs différentes, variant selon les équipes, et les ouvriers sont tenus de les exhiber à l'entrée en même temps que leur carte de service.

La direction a essayé de tirer de ces nouvelles mesures, à part une économie d'entretien de matériel, les avantages d'une propagande dans le sens de la démocratisation de l'entreprise (la presse bourgeoise et la radio en ont beaucoup parlé), croyant ainsi pallier la mauvaise réputation de la maison qui la gênait considérablement pour le recrutement d'O.S. et surtout de professionnels.

A l'intérieur, elle a tenté de redorer le terme blason des Indépendants, et pour ses flics, favoriser le développement de leur zèle.

Chez Renault, on participe...

Chez Citroën, on ne pointe plus...

Et alors, quoi de changé ?... Veut-on nous faire croire que le capitalisme se libéralise, pour mieux nous le faire digérer...

Personne n'est dupe.

## FACULTÉ DES SCIENCES

(Paris - Halles aux vins)

Un groupe de techniciens (une trentaine), adhérents à la C.G.T., ont commencé à publier un bulletin (le Cri du Peuple, n°1 - Le Cri des Labos, n° 2 - demander à I.C.O.). Ils gardent l'anonyma par crainte de la répression, tant du syndicat que de l'Administration. Ils en diffusent 1.000 exemplaires. Leur idée actuelle est de réformer le syndicat pour qu'il devienne pur et dur. Mais entraînés par leur dialectique, ils seront contraints de transformer leurs mots d'ordre. Ils veulent se battre : si leur travail est plus libre et plus varié que dans l'industrie, ils sont moins payés et leur situation est précaire. Leur action est délicate, prise entre le mandarinat des chefs de labos, les problèmes de crédits, les statuts divers, la défense des positions acquises, etc... Mais leurs positions sont très critiques ; elles s'expriment par une défiance vis à vis des dirigeants C.G.T. dans les assemblées ; les expériences tentées en mai (conseils de labo) restent vivaces et sous-tendent ce courant autonome.

## LA GRÈVE AUX USINES SUD-AVIATION DE TOULOUSE

DEPART DE LA GREVE

La grève éclate le 21 novembre chez les machinistes de l'usine Saint-Eloi et s'étend immédiatement à ceux de l'usine de Blagnac. Elle prend aussitôt un tour particulièrement intéressant :

les quelques 400 grévistes (la totalité des machinistes) élisent un comité de grève dans lequel ne se trouve aucun délégué syndical.

Comment en est-on arrivé là ?

Fin octobre et début novembre, les syndicats avaient organisé, devant la tension croissante qui régnait dans les ateliers, des arrêts de travail d'une demi-journée. Pour corser le tout, ils se tiraient dans les jambes au sujet des revendications (C.F.D.T. : 100 francs pour tous, C.G.T. : augmentations hiérarchisées). Evidemment, ces actions n'ont rien donné : même pas une promesse patronale de négociations.

Lassés de cette tactique stérile, les machinistes posent un cahier de revendications :

— parité des taux horaires avec les usines de Marignane et Cannes ;

— augmentation de la prime d'équipe ;

— obtention de la deuxième demi-heure payée, non travaillée ;



— débloqué des essais professionnels (l'année dernière alors qu'il y avait peu de travail, la direction a réduit les emplois en expédiant les travailleurs dans les autres usines situées dans les quatre coins du pays ; maintenant qu'il y a beaucoup de travail, en particulier sur les programmes « CONCORDE » et « AIRBUS », les horaires de travail ont augmenté et la direction refuse d'embaucher).

— hygiène et sécurité du travail : chaussures, dépoussiérage, etc... ;

— pour les 3x8 : augmentation de la prime de panier - heures de nuit majorées à 30 % comme dans les autres usines, au lieu de 15 % à Toulouse ;

Comme la direction refuse toute entrevue, la totalité des machinistes de l'équipe de l'après-midi (13 h, 22 h.) part en GREVE ILLIMITEE. Ceux-ci reviennent le lendemain à quatre heures et « mettent en grève » leurs camarades de l'équipe du matin (4 h, 13 h), ceci pour couper l'herbe sous le pied aux syndicats qui se proposaient d'isoler leur mouvement.

Un instant débordés, ceux-ci tentent d'étouffer le mouvement en prenant la « direction des opérations ». Ils vont négocier avec la maîtrise locale et les grévistes imposent la présence d'un de leurs camarades à ces négociations. Au retour de celles-ci, le compte rendu qu'en donnent les syndicats est contesté par cet ouvrier. Les grévistes décident alors d'élire un comité de grève chargé de contrôler les négociations.

Celui-ci est composé des ouvriers les plus combattifs, dont, ce qui est particulièrement significatif, AUCUN

#### N'EXERCE DE RESPONSABILITE SYNDICALE. RECUPERATION DU MOUVEMENT

Ce Comité de Grève des machinistes est une écharde plantée sous l'ongle des syndicats : l'essentiel de leur action les jours suivants consistera à la rendre la moins douloureuse possible et surtout à éviter toute infection. Pour commencer, les syndicats organisent parmi les horaires (à qui l'exemple des camarades machinistes commence à donner des idées) des votes, atelier par atelier en prenant bien soin de commencer par les plus « mous » et surtout les plus isolés. Les travailleurs ont à choisir entre une grève tournante de deux heures par jour et la grève illimitée. Cette tactique, jointe au fait que les machinistes ne sont pas comptés dans ce vote donne la majorité à la grève tournante.

Ensuite les syndicats créent un « COMITE CENTRAL DE GREVE » où siègent des bonzes de chaque centrale et où est réservé un strapontin pour le COMITE DE GREVE DES MACHINISTES. C'est ce « Comité Central de grève » qui se charge des négociations, de la « coordination » et de l'extension du mouvement. Ce moyen se révèle particulièrement efficace pour étouffer l'initiative que les travailleurs avaient commencée à prendre en élisant leur Comité de Grève.

Entre temps, les syndicats se sont arrangés pour étouffer toute velléité de grève parmi les mensuels, chez qui les raisons de mécontentement ne manquent cependant pas : ils organisent une journée de grève, non pas sur des mots d'ordre exprimant les revendications des travailleurs, mais uniquement sur celui de refus de récupérer la journée chômée lors de la grève de l'E.D.F.

L'échec de ce débrayage, joint aux deux demi-journées de grève organisées précédemment par le syndicat, a pour effet de saper le moral des mensuels qui, par la suite, se refusent à tout autre mouvement.

#### RAPPORTS DE FORCE

La situation se stabilise au bout d'un certain temps, de la façon suivante :

— côté travailleurs : 400 machinistes en grève illimitée et 2.000 horaires faisant deux à trois heures de grève par jour accompagnées de « tam-tam » (plaques de tôle frappées par une pièce métallique) et de cortèges à travers les ateliers.

— côté syndicats : on réclame l'ouverture de négociations avec la direction et c'est tout (par exemple : la C.G.T. n'a pas sorti un seul tract pendant la durée de la grève).

— côté direction : on se refuse à l'ouverture de négociations ou on en repousse la date sur n'importe quel motif. (Par exemple : Ziegler, directeur général, se fait porter grippé).

Pourtant la grève des usines de Sud Aviation Toulouse, coûte extrêmement cher à la compagnie. En particulier la grève des machinistes accroît encore le retard sur les programmes les plus importants actuellement en cours : « Concorde » et « Airbus ». Pour limiter ce retard, la direction est amenée à faire sous-traiter jusqu'en Ecosse, les pièces destinées à Concorde et que devaient fabriquer les machinistes en grève : il y en a pour plusieurs milliers d'heures payées à un tarif astronomique.

Si Sud Aviation peut se permettre de telles pertes, et par là même refuser de négocier, c'est que, entreprise d'économie mixte où l'Etat est majoritaire, elle ne craint pas d'augmenter encore plus son déficit annuel puisque en fin de compte ce sont les contribuables qui combleront de leurs poches ce déficit. En fait, Sud Aviation sert de vache à lait aux sociétés privées, et en particulier à la société Marcel Dassault qui lui confie certaines de ses études - les plus coûteuses - pour lesquelles le gouvernement apporte les subventions les plus larges. Dassault dispose ainsi de 2 moyens pour tondre les contribuables : en leurs faisant supporter, par Sud Aviation interposée, le financement de la construction de ces engins civils et en leurs faisant payer l'achat de ses engins militaires par l'armée française.

Pour ne revenir à la grève de Sud Aviation, il n'est pas impossible également qu'elle n'ait été accueillie avec un certain intérêt par ceux qui, tels Chalandon, essaient au Gouvernement d'accréditer l'idée que le secteur nationalisé n'est pas rentable, et qu'ils ne sont donc pas pressés de régler le conflit.

Cet ensemble de faits explique que la direction ait attendu plus de trois semaines avant d'ouvrir toute négociation sérieuse, et ce n'est pas tant, semble-t-il, la pression économique qui l'ait amenée à composer, mais plutôt la pression physique sur la direction locale et l'opinion publique.

#### LA PRESSION PHYSIQUE

Divers accrochages entre les grévistes et cadres de direction ont émaillé la grève. Le plus spectaculaire est celui qui a accompagné la venue de deux journalistes anglais aux usines de Toulouse.

Initialement ceux-ci devaient visiter les trois usines, mais devant la grève touchant en particulier Saint-Eloi, la direction a, ni extrême, limité leur visite à quelques ateliers de BLAGNAC. Le Comité de Grève des machinistes s'est immédiatement rendu à Blagnac, accompagné de son matériel sonore : « TAM-TAM » et sifflets. Devant le vacarme, DUFOUR (directeur local) et ses hôtes changent d'itinéraire, mais les grévistes les ont précédé dans la salle de conférences et, après y avoir mangé les « petits fours » destinés à ces premiers, ils s'en vont les traquer dans le bureau où ils se sont réfugiés. Finalement DUFOUR est obligé de sortir par la fenêtre et de s'enfuir à travers champs en laissant son chef du personnel en pâture aux grévistes.



En fin de compte, ils n'ont pu se faire une idée bien précise des usines de Toulouse, les journalistes ont eu au moins l'occasion de faire connaissance de son personnel et de se mettre au courant des préoccupations de celui-ci...

## L'OPINION PUBLIQUE

Là encore, il faut remarquer la concordance entre la conspiration du silence de la presse bourgeoise et celle des syndicats. Par exemple les travailleurs de l'usine de Courbevoie de Sud Aviation n'ont appris la grève de leurs camarades de Toulouse que plusieurs semaines après le début de celle-ci, et cette information leur a été donnée par un tract de « Lutte Ouvrière ». Interrogés alors à ce sujet, les syndicats ont répondu qu'ils n'étaient pas au courant.

A Toulouse, l'opinion publique a été progressivement sensibilisée par des cortèges que les grévistes ont organisé à travers la ville. Ce n'est que le 17 décembre, c'est-à-dire, presque un mois après le début de la grève que les syndicats organisent un meeting au PALAIS DES SPORTS. En principe, celui-ci doit traiter, non seulement de la grève de Sud Aviation, mais aussi des problèmes d'autres grandes usines de Toulouse (cartoucherie, poudrerie, et surtout ONIA, menacée de six à huit cent licenciements). Mais la publicité que font les syndicats autour de ce meeting est remarquable par sa discrétion, si bien qu'il n'y a pas foule ce soir là ; il n'y a pas beaucoup d'ambiance non plus, à part celle entretenue par les « tam-tam » des machinistes dont aucun représentant n'a accès à la tribune uniquement composée des représentants des différents syndicats. Derrière cette tribune, on remarque une grande banderolle portant le slogan : « L'augmentation du pouvoir d'achat est la garantie d'une véritable expansion économique », ce qui semble indiquer que les syndicats se préoccupent autant des intérêts du Capitalisme que de ceux des travailleurs.

On a droit à plusieurs discours, style Assemblée Nationale, dans lesquels on relève l'insistance à dénoncer la politique « anti-sociale » et « ANTI-NATIONALE » du gouvernement (dans cet exercice la palme étant remportée par Bagh, secrétaire de l'U.D., qui, avec ses efforts oratoires travaillés, ressemble plus à un député radical socialiste qu'à un militant ouvrier. Beaucoup de travailleurs s'en vont avant la fin du meeting. Le coup des syndicats a réussi : le moral des travailleurs baisse.

## DENOUEMENT DE LA GREVE

Après quatre semaines de grève, Ziegler, directeur général de la grève, fixe à Dufour, directeur local, un « cadre de négociations » portant sur les points suivants :

— réduction de 13 à 5 du nombre de « fourchettes » chez les P1, P2, P3 ;

— légère augmentation chez les P1, P2, P3 ;

— rien pour les O.S. ;

— acceptation du principe de l'alignement en deux ans des salaires sur ceux de Marignanes, et d'une manière générale, des « zones de salaire », sauf en ce qui concerne Paris.

Les grévistes, et en particulier les machinistes, commencent à être fatigués : 6 tourneurs reprennent le travail. D'autre part, on se trouve dans la période des congés de Noël, ce qui est un facteur supplémentaire de démoralisation. Un vote est organisé chez les machinistes : il y a une majorité de 6 voix contre la reprise, et les syndicats demandent de reprendre afin que la grève se termine « dans l'unité ». Finalement, la majorité se plie à la décision de la minorité et les machinistes cessent leur grève, qui durait depuis 5 semaines pleines ;

ils pensent néanmoins continuer la grève tournante avec les autres horaires.

En fin de compte, l'ensemble des horaires vote pour la reprise le 5 janvier, après quelques jours de débrayage plus ou moins confus.

## QUE PENSER DE CETTE GREVE

Le phénomène le plus intéressant est sans doute la formation parmi les machinistes d'un comité de grève ne comprenant aucun délégué syndical. C'est la première fois que cela arrive à Sud Aviation Toulouse : C'est la preuve qu'un nombre croissant de travailleurs perd confiance dans les organisations syndicales.

Un autre élément est la combativité des machinistes qui ont tenu 5 semaines de grève totale : ce sont pour la plupart de jeunes ouvriers qui n'opposent pas la même résistance passive à l'exploitation que leur aînés, (ils ne connaissent pas les « trucs » pour travailler moins) mais qui, une fois lancés dans un mouvement le poursuivent beaucoup plus loin.

L'arrivée dans les usines de tous ces jeunes travailleurs nés pendant le « baby-boom » de l'après guerre est certainement un des éléments les plus importants pour les luttes sociales et révolutionnaires des prochaines années. A plus court terme, on peut s'attendre à voir se généraliser les méthodes de luttes directes (séquestration, violence physique) tendant à intimider les patrons.

Malgré ces éléments positifs, on doit cependant relever un certain nombre de carences, et, en particulier, l'absence de coordination des luttes au niveau de la ville et des différentes usines de la compagnie. Si les travailleurs ont pris conscience de la nécessité de s'organiser en dehors des syndicats, dans le cadre d'une section, ils ont été incapables d'étendre cette pratique au niveau de l'usine et surtout ils n'ont pu prendre directement contact avec les travailleurs des autres usines de la firme, ni assurer la popularisation de leur lutte au niveau local (pourtant les motifs d'agitation ne manquent pas, en particulier à l'ONIA où les débrayages se succèdent). Ils s'en sont remis pour ces tâches aux syndicats qui s'en sont acquittés avec la mauvaise volonté que nous avons vu.

Ceci met à l'ordre du jour l'intervention d'organisations capables de faire apparaître dans chaque usine l'idée de la nécessité d'AUTO-ORGANISATION DES LUTTES ET DE COORDINATION DE CELLES-CI. Dans les prochaines luttes, c'est certainement sur ce problème de la coordination que devront intervenir principalement les révolutionnaires. Un journal comme I.C.O. pourrait servir pour assurer de tels contacts directs, bien que sa fréquence de parution ne lui permette d'intervenir qu'avec un certain retard.

Si l'expérience de Sud Aviation a montré qu'un nombre croissant de travailleurs commence à secouer le joug syndical, elle a aussi montré que beaucoup reste à faire avant que ceux-ci prennent la direction effective de leurs luttes et leurs donnent une perspective révolutionnaire.

Face à un tel processus de radicalisation des luttes et de prise de conscience, les révolutionnaires ne sauraient rester de simples spectateurs ou commentateurs, mais intervenir de façon active et organisée dans chacune d'elles et d'en approfondir le sens et d'en étendre la portée, participant ainsi à la généralisation de cette conscience révolutionnaire.

« Révolution Internationale »

Voici quelques extraits d'un tract que la C.G.T. a distribué à CERTAINS de ses militants après la grève, d'a-



près lequel tout ne va pas comme des roulettes dans les rangs même de cette centrale puisqu'elle se sent obligée de procéder à une auto-critique. On y remarquera également l'insistance à dénoncer les « gauchistes », la grève illimitée et le FAMEUX COMITE DE GREVE.

« A Toulouse, le 21 novembre, un tract édité par notre syndicat ouvrier et ayant pour titre : « pour une revendication OS - P1, P2, P3, action immédiate », établissait une grille de salaires en partant des salaires plancher à 850 pour l'OS. à la parité des salaires avec Mari-gnanes pour les P3. Ce qui donnait un objectif de 0,43 Francs pour le P3 - 0,33 Francs pour le P2 - 0,31 Francs pour le P1 et 0,27 Francs pour l'OS.

Nous pouvons aujourd'hui affirmer que ce tract a joué le rôle détonateur au conflit que nous venons de vivre ».

« ...Mais, après un démarrage très difficile, comment en définitive avons-nous pu redresser la barre et amener les formes de lutte sur des positions plus réalistes ?

Nous n'avons pas sorti un tract C.G.T. pendant un mois et demi. C'est regrettable.

Nous n'avons sorti qu'un bulletin du syndiqué - C'est nettement insuffisant.

Mais, nous avons fait : des secrétariats tous les jours - des réunions de bureau tous les deux jours en moyenne - un comité exécutif par semaine - de nombreuses réunions de syndiqués sur le tas.

Tout cela nous a permis, d'une part, d'avoir comme on dit l'oreille des masses. C'est-à-dire de savoir ce que pensaient les travailleurs (...), de redresser l'orientation du conflit, tant au début sur les revendications que sur les formes d'action. »

« ..L'influence des tracts gauchistes :

Nous pensons que la vingtaine de tracts distribués par les gauchistes aux portes de nos usines aura contribué aux difficultés rencontrées tant sur les revendications que sur les formes d'action.

--- Les 100 francs pour tous ;

--- la grève illimitée ;

--- les attaques incessantes contre la C.G.T. et se militants ;

--- le dénigrement des appareils syndicaux comme ils disent des délégués (surtout C. G. T.) incapables, ayant peur, ou vendus aux patrons,

n'auront pas été sans influence sur le comportement d'une partie du personnel.

Car enfin, quand on sait que 500 travailleurs ont voté la grève illimitée, doit-on aussitôt affirmer qu'il y a 500 gauchistes à l'usine ?

Nous savons bien que non mais cela veut alors dire que leurs arguments, ce qu'ils écrivent ne doit pas être sous estimé et pris à la légère. Que petit à petit, de fausses orientations arrivent à pénétrer dans la tête des travailleurs.

Par rapport à ces gauchistes que devons nous faire ?

Répondre tract pour tract, me paraît une mauvaise formule, que ce serait faire beaucoup trop d'honneur à leurs mensonges, passer notre temps à cela et délaïsser le reste, alors qu'eux n'ont pas d'autre chose à faire de la journée... »

« Mais ce travail de masse, s'il a été conséquent est demeuré trop faible, puisque dans certains secteurs, et notamment aux machines outils, nous avons été incapables d'orienter leur lutte sur des formes plus justes.

Nous avons même été écartés de la conduite de l'action par une poignée de gauchistes, s'appuyant sur une minorité, certes de travailleurs, mais minorité importante que l'on peut chiffrer à plusieurs dizaines et qui a permis aux gauchistes de tenir en main et de faire fonctionner, souvent dans le mauvais sens, le fameux comité de grève des MACHINES OUTILS.

## D'UN CAMARADE DE LA ROCHELLE (4-11)

A la Rochelle, il y a eu des grèves comme partout ailleurs : dockers de La Pallice, usines de Phosphates, et surtout chez Brissonneau et Lotz qui construit le métro de Mexico. La grève a commencé le 21 octobre, pour se terminer le 31. La C.G.T. y a mené ses négociations (revendications de salaires et catégorielles). Je n'ai pas rencontré de camarades y travaillant, mais par des échos diffusés dans la presse régionale, tout le monde a pu savoir que les gars en grève avaient souvent débordé les mots d'ordre syndicaux, pour saccager le bureau « méthodes-outillages », détériorer les voitures en cours de peinture, saboter les voies d'accès S.N.C.F. A chaque fois la C.G.T. a fait passer des mises au point dans la presse, et surla question des voies d'accès à l'usine, s'est félicitée que, le lendemain de l'incident, les wagons pour Mexico avaient pu rejoindre le port de La Pallice... Comme par hasard, devant la multiplicité de « tels actes d'irresponsables », le patron et la C.G.T. se sont vite mis d'accord, et le lendemain du sabotage des rails, le travail reprenait ! Je ne dirai rien de plus, manquant absolument d'informations de la part des ouvriers.

## ITALIE

La lettre qui suit est d'un camarade anarchiste. Elle permet de répondre aux questions que chacun pouvait se poser après les attentats du 12 décembre. Reste l'analyse économique, sociale et politique, reste à décrire ou en est exactement la lutte des classes, essentiellement dans les entreprises. C'est ce que des camarades (d'I.C.O. et autres) vont tenter de faire dans les mois qui viennent en reprenant tout le plus largement possible.

Début Janvier 70.

Il aurait fallu partir d'une analyse politique du contexte italien dans lequel l'attentat de Milan a été commis, ce dont je ne me sens pas capable. Ensuite voir ce

que cela a entraîné comme changements sur le plan social et politique : à qui cela profite-t-il. Même si on peut relever dès maintenant quelques indices, il nous manque le recul nécessaire pour pouvoir dire quelque chose de sensé. J'essaie quand même de donner mes impressions et le résultat des discussions avec les copains milanais du cercle « Ponte della Ghisolfa ».

Dans le massacre du 12 décembre, on trouve tous les éléments d'une de ces ténébreuses affaires judiciaires dont l'aspect politique est si prédominant qu'il tend à dépasser la réalité du procès. Il est difficile de dire dans quelle mesure la raison d'Etat intervient pour casser la « régularité » de l'instruction. Comment répondre aux



questions que nous, anars, nous nous posons tous : les arrêtés, qui sont-ils ? Sont-ils anars ? Sont-ils coupables, qu'ils soient ou non anars ?

Parlons de Piedra Valpreda, le principal accusé, le seul des arrêtés à être connu des copains de Milan. Il était dans le mouvement d'assez longue date et fréquentait le cercle « Ponte della Ghisolfa » avant d'en être exclu pour divergences l'opposant aux autres copains. Piétro était devenu de plus en plus partisan d'un activisme pour l'activisme, avec un langage assez violent. Trop souvent il employait le mot « bombe » (les enquêteurs s'en sont bien servi pour créer le personnage : l'homme à la bombe).

En dépit de ces divergences, les anars de « Ponte della Ghisolfa » ne pensent pas qu'il soit coupable, même si la « justice » bourgeoise le condamne. Ce qui, du reste, n'est pas du tout certain, malgré les « preuves » à sa charge qu'ils ont pu créer et son appartenance et activités militantes au groupe « 22 Mars » qu'il avait mis sur pied avec d'autres « copains » et dont la composition et certaines activités permettent toutes les hypothèses.

Son nom a pu être très bien exploité dans la presse réactionnaire, vu la façon de vivre et le milieu qu'il fréquentait (d'après cette même presse, il se droguait). En ce qui concerne les autres accusés, le problème est différent, surtout du point de vue anarchiste.

Ils venaient tous de la grande ou moyenne bourgeoisie. Ils avaient été expulsés du cercle anar « Bakounine » de Rome, avec Valpréda, et qualifiés de : provocateurs-fascistes. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que certains d'entre-eux avaient appartenu et appartenaient encore à des groupes fascistes, exemple : Mario Merlino (Ordine Nuovo, organisation d'extrême droite) considéré - par la presse - comme l'idéologue du groupe ; son alibi : avoir passé l'après-midi du 12 dans un cercle fasciste ; plusieurs de ses « vieux » amis sont prêts à en témoigner. Ex benjamin du régime des colonels, grec, il avait effectué un voyage-récompense, il y a quelques mois, pour ses services rendus au régime. On peut donc se poser quelques questions : comment militants d'extrême droite et d'extrême gauche, ont-ils pu se joindre, quel dénominateur commun a pu les unir ? l'activisme et la violence, verbale ou pas, peut-être ; les militants anars se sont-ils laissés manœuvrer par des fascistes, avec terminologie et uniforme anar pour servir leurs buts bien précis ? très probable. En plus, il semble, d'après la presse (« Vie Nuovo », hebdo coco, « Vita » hebdo Dem. Chrét., « L'Espresso » et autres) que toute une cohorte de drogués, indics, fascistes, notoires ou pas, gravitaient au tour du « 22 mars ».

Ceci dit, doit-on penser que les 6 arrêtés sont coupables à part entière ou seulement partiellement, même d'après une « justice » bourgeoise ? Qu'ils se sont fait manœuvrer par des mandataires ou qu'ils n'ont rien à voir avec cette affaire ? Rien n'est clair encore ; pourtant maintenant, presque un mois après l'attentat, la presse (sauf la plus réac.) et l'opinion publique s'aperçoivent que la magistrature n'a pas de preuve contre les accusés (même le témoignage du chauffeur de taxi

ne constitue pas une preuve, vu le déroulement de la confrontation avec Valpéda) et se posent des questions : où la magistrature veut-elle aller ? aussi après la vague de dénonciations contre les grévistes de « l'Automne chaud » (7 mille en Sicile, des milliers dans les Pouilles, des centaines à Turin et à Gênes) ; quelles sont les pressions politiques qui s'exercent sur elle ?

Giuseppe Pinelli (Pino) celui qui a laissé sa vie, le maillon le moins clair et le plus triste de toute l'affaire. Il constitue même une affaire à part, où la police et la magistrature ont beaucoup de choses à se reprocher et beaucoup d'explications à donner. La pression de la quasi-totalité de la presse sur les autorités responsables, avec des questions de plus en plus pertinentes, devient de jour en jour plus forte, demandant une clarification de ce qu'elle appelle : « une ténébreuse affaire ».

Après la mort de Pino, le préfet de police de Milan déclare aux journalistes : « Je jure que ce n'est pas nous qui l'avons tué ». L'homme de la rue, à Milan, dit sans hésitations : « Pinelli a été jeté par la fenêtre par les flics ».

Le mouvement anar, comment se porte-t-il après la tempête ? Pendant la campagne que la presse gouvernementale et réac avait lancé contre l'anar, pour la chasse à l'anar, créant ainsi un vrai climat de lynchage, on a cru (ce sont les copains de Milan qui parlent) à la fin du mouvement. On a vu alors un nombre très important (voir la participation à l'enterrement de Pino, alors que sa femme avait demandé aux groupes de militants de ne pas y participer, désirant des funérailles intimes) de gens qui avaient des contacts, qui connaissaient des anars, les groupes de la gauche extra-parlementaire et surtout des sympathisants se réunir autour de nous pour faire face à la réaction ; la position - claire dès le début quant à la signification politique de l'attentat - de la gauche, de l'opinion touchée par sa presse (ceux, aussi qui ont vécu le fascisme) a été utile et favorable au mouvement. Le phénomène des sympathisants à Milan et à Turin est à signaler : les réunions ont vu leurs effectifs quadrupler ; tous ceux qui, avant, allaient aux groupes une ou deux fois par an sont, maintenant, assidus, font un boulot concret. On est tenté de dire, malgré toutes les perquisitions, arrestations, etc... que le mouvement n'a pas trop souffert, au contraire il pourrait bien en sortir renforcé.

Dernières nouvelles, bruits de couloir : dans les milieux du Palais de justice de Rome, on affirme que contre les accusés du massacre de Milan, il n'y aurait ni preuves ni indices « sérieux ». La seule accusation ayant une certaine consistance serait : « association de malfaiteurs » et non « participation au massacre ». Politiquement doit-on penser comme les milieux concernés, que les arrestations ont joué un rôle d'apaisement de l'opinion publique, après le grand émoi causé par le massacre, et que ces mêmes milieux ont abandonné la carte forte, condamnation à tout prix, même avec des preuves fabriquées ?

Le problème reste posé.

## VIET-NAM

### GRÈVE GÉNÉRALISÉE A SAIGON, LE 7-1-70

D'après les dépêches d'A.F.P. reproduites dans *Le Monde* du 8 janvier, plus de 15.000 travailleurs de Saigon-Cholon et de Giadinh (banlieue nord de Saigon). « sur l'ordre de la C.V.T. (Confédération Vietnamiennne du Travail) », se sont mis en grève pendant vingt-quatre heures pour protester contre « les injustices sociales » et les récents licenciements. Le port de Saigon a

été paralysé par le débrayage des dockers, et dans la ville, la grève s'est déclanchée parmi les travailleurs des magasins, des stations d'essence, les porteurs de riz de la ville chinoise de Cholon, les ouvriers des sucreries de Khanh-hôi (banlieue côté du port), et de plusieurs entreprises de produits chimiques et pharmaceutiques. « Ce mouvement est illégal, conclut la dépêche, mais



jusqu'à maintenant les autorités n'ont pris aucune mesure particulière ».

Un tel mouvement généralisé n'a eu d'antécédent qu'en 1964 (21-22 septembre), voir I.C.O. n° 33. Sous un régime policier de guerre, embrigadés par des syndicats pro-gouvernementaux, les ouvriers ont lutté pour appuyer des revendications essentiellement économiques. Le mouvement reflète une crise chronique dans une économie artificielle de guerre où le capital financier américain et son agent, la bourgeoisie vietnamienne (rapace, développée et enrichie par la guerre) pratiquent des formes d'exploitation datant de l'époque du colonialisme français. Il était de tradition que les travaux de chargement et de déchargement des bateaux soient confiés par les compagnies à des intermédiaires chargés du recrutement des dockers ; ces intermédiaires, gens de sac et de corde, prélevaient la part du lion sur les salaires des dockers. Aussi chaque fois qu'ils immobilisaient les bateaux, les travailleurs du port réclamaient la suppression de ces intermédiaires. Nous ne savons pas ce qu'il en est advenu jusqu'à présent.

Rappelons que Ngo dinh Diem, mis au pouvoir en 1954 par les américains, et inspiré par ses maîtres de la Maison Blanche, arbora en 1956 une Constitution qui reconnaissait aux ouvriers le droit syndical et de grève. Mais « le droit de grève n'est pas reconnu aux ouvriers travaillant dans les branches liées à la défense nationale, la sécurité publique ou les services nécessaires à la vie collective », mentionne une des lois fondamentales. Dans la législation du travail il est spécifié : « Celui qui participe à une grève ou la suscite dans une entreprise d'utilité publique... est passible d'une peine d'emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'amendes de 60 à 24.000 piastres ». Inutile de dire que le régime policier de Diem manipulera le mouvement ouvrier autrement qu'en recourant à ces articles de la Constitution et du code du travail, quel que soit leur libéralisme à l'américaine ou leur consécration de la répression. La constitution n'a rien à voir avec la réalité du système. Le monde est gouverné par les forces du mensonge et de l'hypocrisie : les maîtres de tout acabit de notre temps jettent de la poudre aux yeux des exploités avec leurs Constitutions, leurs programmes de partis, et leur idéal nationaliste ou « socialiste », ou « communiste », autant de mots creux qui cachent la réalité du caractère d'exploitation et d'oppression des régimes qui les arborent.

La république du Sud Viet-nam fait partie du « monde libre ». Cependant le régime de Ngo dinh Diem, dans ses méthodes de répression, utilisait le contrôle, la délation mutuelle et l'assassinat, méthodes pratiquées dans le maquis viet-minh stalinien : dans les villes, les « groupes interfamilles » étaient chargés de se surveiller mutuellement, de même que dans le maquis, les groupes de cinq familles étaient rendus coresponsables policièrement de l'activité de chacune. Nous reviendrons plus tard sur cette question.

Le parti gouvernemental, dirigé par le frère de Diem, Ngo dinh Nhu, « Parti de la révolution personnaliste des travailleurs » (Cân-lao nhân-vi cach-mang dang) faisait disparaître sans bruit, par ses « groupes d'action », comités d'assassinats connus aussi sous le nom de « brigades d'observation et de liaison », tout opposant ou suspect au régime. Il contrôlait ainsi, avec la police secrète, les syndicats créés sous Ngô dinh Diem : Confédération du travail, Confédération des travailleurs, F.O., et faisait arrêter ou assassiner purement et simplement tout militant jugé dangereux.

Le paradoxe, c'est que les ouvriers, organisés légalement pour la première fois, ont, sous la pression de la crise économique chronique du pays, obligé les bureau-

crates syndicaux à organiser des luttes pour défendre les salaires et les conditions de travail.

Dès le début du gouvernement anti-français de Diem, des grèves éclatent dans de nombreuses entreprises et plantations de caoutchouc françaises, et s'étendent aux entreprises américaines.

1955 - Grèves partielles contre les licenciements et pour de meilleures conditions de travail chez FACI, EIF-FEL, STICMM.

En novembre, grève de 7 jours parmi les 40.000 ouvriers des plantations de l'Est.

1956 - En mars, grève de plus d'un mois de 9.000 ouvriers de la Cie d'Electricité de Saigon.

De juillet à novembre, grève de 600 ouvriers de la SVOC américaine.

1958 - Grève de 24 heures de 800 ouvriers de la Cie de navigation aérienne, le 10 janvier.

Grève des ouvriers de l'usine d'électricité de Da-nang en juillet.

1959 - Fin décembre, grève d'une semaine de 8.000 ouvriers des plantations de Xa Cat, Loc-ninh, Long-thành An-viên (29-12-59 - 6-1-60).

1960 - Après le coup d'Etat des généraux contre Diem, grèves partielles à Saigon-Cholon-Giadin : chez CARIC, BATA, SHELL, SVOC, dans les tissages, à l'usine électrique, aux autobus...

1961 - Grève des ouvriers dans 9 plantations des provinces de Bieên-hào et Thu-dâu-môt, en janvier.

Débrayage de 200 employés de l'hôtel Continental contre les licenciements, le 1er février.

Grève d'une centaine de chauffeurs d'autobus.

En mars :

Grève de 300 ouvriers de STANVAC réclamant une augmentation de salaire de 15 %.

Grève de 1.200 ouvriers des plantations de Thu-dâu-môt. En septembre :

Grève de 16 jours aux ateliers STANVAC, avec occupation

1963 - En novembre, Diem renversé et 64 voit la recrudescence du mouvement ouvrier : Grève avec occupation d'usine dans les tissages Vinatexco et la teinturerie Vinatéfinco. Répression armée provoquant une grande agitation parmi les dockers, les chauffeurs d'autobus, les ouvriers des transports aériens, de la radio, des eaux, de l'électricité, des plantations, de la sucrerie Hiép-hoà, etc...

En juillet, les ouvriers des textiles Intetexco occupent leur usine et les dockers de Saigon se mettent en grève pour que soit aboli le système des intermédiaires. En août, l'armée et la police sont envoyées contre les 1.800 ouvriers en grève des tissages Vimytex et, le 21 septembre 1964, la grève générale paralyse Saigon-Cholon-Giadin.

Nouvelle recrudescence des grèves en 1965, dans les tissages, les transports, les rizeries, les arsenaux de la marine, la compagnie d'électricité, les ports du sud et du centre. Dans les provinces du sud-ouest, les ouvriers de l'aéroport de Cân-tho, ceux de la cimenterie de Hâ-tiên, se mettent en mouvement, tandis que les travailleurs des plantations dans tout le Sud-Viet-nam luttent pour des augmentations de salaires ainsi que contre les bombardements.

Depuis la chute de Diem, et sous tous les régimes de dictature militaro-policrière supplétifs de l'armée américaine qui lui ont succédé, les syndicats, on le voit, ont été obligés par leurs administrés d'organiser des grèves, des luttes essentiellement économiques. L'Association des travailleurs de libération, organisation F.L.N., fon-



dée le 1er mai 1961, et rattachée à la F.S.M., travaille en secret le mouvement syndical, et l'influence politique depuis des années. Dans les défilés du 1er mai organisés par les syndicats, les mots d'ordre du Viet-minh (dans la suite F.N.L.), sont mis en avant : réforme agraire, aide aux bourgeois pour le développement de l'industrie nationale, réunification du pays. On lit dans la déclaration publiée par le syndicat F.N.L., le 1er mai 1962 : « Pour s'assurer des forces capables de faire triompher la Révolution, les salariés sont résolus à s'unir avec le patronat (souligné par nous, N.D.L.R.), nous discuterons ensemble, nous ferons des concessions mutuelles, de manière à garantir les intérêts des deux parties et à concentrer nos forces, pour, ensemble avec le peuple entier, lutter contre l'ennemi commun de la nation ».

Est-il vrai que messieurs les bureaucrates du F.N.L. expriment la résolution des salariés, ou bien les trompent-ils au nom de la patrie, et afin de les enrégimenter un jour dans un régime de capitalisme d'Etat, frère de celui de nord et sous lequel ils prétendent gouverner et exploiter en leur nom comme ils prétendent aujourd'hui parler en leur nom ?

Voici les grandes promesses qu'ils font maintenant :

— « Promulguer un code du travail ; appliquer la journée de travail de 8 heures et instituer le régime des congés et des distractions. Fixer des salaires rationnels et un régime de primes pour favoriser l'augmentation du rendement (souligné par nous, N.D.L.R.). Améliorer les conditions de vie des ouvriers, des travailleurs, des fonctionnaires et des employés.

— « Instituer un régime de rémunération adéquat en faveur des apprentis. Donner du travail aux ouvriers et aux citoyens pauvres ; œuvrer activement à la liquidation du chômage. Appliquer une politique d'assurances sociales pour veiller sur la santé des ouvriers, des travailleurs et fonctionnaires et leur venir en aide en cas de maladie, d'incapacité de travail ou de vieillesse et de retraite. Améliorer les conditions de vie dans les quar-

tiers ouvriers. Régler les différends entre patrons et ouvriers par voie de négociation et la médiation de l'administration nationale et démocratique (souligné par nous, N.D.L.R.). Interdire formellement les peines corporelles aux ouvriers et aux travailleurs ainsi que les amendes retenues sur le salaire et les licenciements sans motif plausible. (« Le F.N.L. symbole de l'indépendance, de la démocratie et de la paix au Viet-nam, Hanoi 1967, pages 80-81).

On n'évoque pas le droit de grève évidemment ! Pour que la patrie libérée prospère, retrouve ses manches !

Souvent le F.N.L. a appelé les ouvriers à la grève générale, à l'insurrection, contre l'impérialisme américain et son appareil militaro-policier local. Dans la situation actuelle, les ouvriers sont soumis à l'exploitation des bourgeois vietnamiens et des financiers américains, suivant le mode semi-colonial. Dans le cas de l'avènement d'un Etat capitaliste préconisé par le F.N.L., avec ou sans étiquette socialiste, avec ou sans bourgeoisie vietnamienne, baptisé république démocratique populaire ou autrement, avènement auquel ils auraient contribué, les ouvriers auraient-ils droit, avec leurs nouveaux patrons dans la « patrie sauvée », dans la « nation indépendante », à autre chose qu'à une exploitation réformée ?

Si, conscients que dans cette « indépendance nationale », ils n'auront aucune indépendance et seront encore soit exploités par les bourgeois vietnamiens, soit réduits au rôle d'exécutants des ordres des bureaucrates, cadres du nouvel Etat, les ouvriers de Saigon tentent une lutte autonome pour leur propre émancipation, en même temps contre l'impérialisme américain et contre la bourgeoisie vietnamienne, en dehors des ordres du F.N.L., ils ne seront pas tolérés par ce dernier. Exactement comme en septembre 1945, lorsque le Viet-minh fit assassiner les ouvriers membres de la milice ouvrière des Tramways de Saigon qui tentèrent de se battre contre les troupes anglaises et françaises en refusant de se dissoudre et de lui remettre leurs armes.

## GRANDE-BRETAGNE

« LA POLITIQUE DES REVENUS EST MORTE »  
QUI L'A TUÉE ?

(Financial Times - 7-11-69)

Barbara Castle, secrétaire d'Etat à l'emploi et à la productivité (social-démocrate du parti travailliste) déclare le 6-11-69 devant 5.000 dirigeants de l'industrie, réunis à la conférence annuelle de l'Institut des directeurs : « nous devons accepter comme une réalité que la structure du pouvoir dans le mouvement syndical se transforme et que cela nous plaise ou non, que le pouvoir réel réside maintenant au niveau de l'atelier ou du bureau... Si le pouvoir est passé au niveau de la base, les dirigeants doivent trouver les moyens d'atteindre hommes et femmes à ce niveau aussi directement que possible... Ils doivent faire des plans à cet effet, former des gens, pour cela dépenser de l'argent, en faire la préoccupation majeure de la politique de l'entreprise... ».

CE QUI S'EST PASSÉ A L'A.E.I.

En 1967, l'Industrial Reorganisation Corporation, une entreprise gouvernementale accorda une subvention de 25 millions de livres (35 milliards d'anciens francs) à G.E.C. pour leur permettre d'absorber A.E.I. L'encre de l'accord était à peine sèche que l'entreprise était balayée par une vague de « rationalisation ». Presque immédiatement après, on apprenait que 300 ouvriers de l'usine de Harlow allaient être renvoyés et que 500 autres allaient être mis à pied au siège de A.E.I. Puis, en février 68, la nouvelle se répandit que 5.500 ouvriers de Woolwich (banlieue industrielle de Londres) allaient subir le même sort. Mais à Woolwich, on n'accepta pas les licenciements sans mot dire. Au contraire, les ouvriers réagirent énergiquement, mais seulement pas assez énergiquement.

Leur mécontentement contenu suivit la filière traditionnelle, à savoir, une marche dans la ville qui se termine par un meeting au cinéma local. Ensuite, il y eut une manifestation précédée par un cercueil. Les ouvriers présents décidèrent aussi le boycott des heures supplémentaires. Mais bien sûr, tout cela n'eut aucun effet sur la fermeture de l'usine. Cela eut quand même un résultat positif : cela empêcha que le travail effectué à Woolwich soit transféré dans d'autres usines. A Woolwich, 300 ouvriers furent alors mis à pied, 1.000 autres se mirent immédiatement en grève et quelques jours plus tard, tous étaient réembauchés.

UNE GRÈVE « GESTIONNAIRE » AVORTÉE  
le contenu de cet article est emprunté à :

- Solidarity West London n° 1  
DUNCAN 15 Taylors Green, London W 3
- Solitarity North London  
Russell 53 A Westmoreland Rd Bromley Kent
- Des articles du Times et du Financial Times.



L'idée d'une occupation avait déjà germée et s'était répandue, mais d'une façon éphémère. Le résultat de cette action fut que la direction, les bonzes syndicaux et le gouvernement devaient maintenant travailler 24 h sur 24 pour espacer les licenciements de sorte que l'effectif de l'usine soit graduellement ramené à 1.000 ouvriers.

De nombreux ouvriers furent contraints d'accepter un travail moins bien payé ; 200 autres sont toujours chômeurs.

#### LES LEÇONS DE LA DÉFAITE A A.E.I.

Ce qui s'est passé à Woolvich montre bien l'inefficacité des méthodes traditionnelles de revendications lorsqu'il s'agit de licenciement ou de mise à pied. On aurait pu s'attendre à ce que les ouvriers de Liverpool tirent les leçons de la lutte des ouvriers de Woolvich. Surtout quand on sait que le nombre des chômeurs à Liverpool est deux fois supérieur à la moyenne nationale. Six pour cent des apprentis de Merseyside (région de Liverpool) qui travaillent à E.E. (English Electric) doivent maintenant chercher un emploi ailleurs. Mais les ouvriers se sont bien rendus compte de l'inutilité des méthodes de revendications traditionnelles. Et c'est l'incompétence, l'attitude « élitiste » de leur comité de coordination (Joint Action Committee), les attaques de la presse, de la radio et de la TV, la réaction de la direction qui rendirent impossible, du moins pour le moment, l'occupation des usines comme méthode de lutte contre les licenciements.

#### CE QUI S'EST PASSÉ À LIVERPOOL

Le 13 août 1969, il y eut un grand meeting des ouvriers de G.E.C.-A.E.I.-E.E. au stade de Liverpool. Ils réclamèrent un combat général contre les licenciements. Ils voulaient un boycott des heures supplémentaires et demandaient qu'il soit donné ordre de refuser le transfert des machines outils dans d'autres usines. Ils réclamaient également une grève de tout le trust à l'échelon national et la nationalisation, sous le contrôle des ouvriers de tout l'empire de Weinstock. Ils donnèrent plein pouvoir à leurs shop-stewards pour l'action nécessaire à mener sur la base de ces revendications. Ce fut au cours de ce meeting que Franck Johnson, secrétaire régional de l'A.E.F. (un des syndicats de la métallurgie) suggéra dans un discours, l'occupation des usines. A la grande surprise de beaucoup, ceci fut approuvé par les présents. Malheureusement, sur les 10.000 grévistes, 3.000 seulement étaient présents au meeting.

#### LE ROLE DU COMITÉ DE COORDINATION

(Joint Action Committee)

Le Comité pensa que c'était un soutien suffisant et ne daigna pas demander l'avis des autres ouvriers. Et par là même, il se trouva dans une situation très précaire dès le début. Néanmoins, Netherton, une des usines qui devait être fermée, soutenait fermement cette idée d'occupation. La raison donnée par le Comité - pour la non consultation des ouvriers - était que la direction ne devait pas entendre parler de leurs projets. La réponse évidente à cela est que si les ouvriers avaient eu le contrôle total de la situation, ils auraient pu balayer tout l'avantage que les patrons auraient pu tirer de la connaissance de ces projets. Ils auraient dû évidemment discuter de ce projet pendant les deux meetings qui se tinrent à l'intérieur de l'usine. Un tel meeting, en soi, ne présente pas un grand danger pour la direction, surtout lorsque l'usine va être fermée, mais il est utile dans la mesure où il représente le moment rêvé pour discuter de l'occupation d'une usine, car les ouvriers sont déjà en fait à l'intérieur de l'usine.

A ce moment là, on peut discuter des formes pratiques de l'occupation, de la prise en main par les ouvriers de

la production, discuter des problèmes de gestion dans le détail, de l'approvisionnement en matières premières, de l'organisation de la cantine, de la formation des groupes de sécurité, contacter les ouvriers des autres industries, l'organisation du marché et la distribution, etc... De telles discussions seraient le moyen de briser les barrières artificielles entre ouvriers des ateliers et employés des bureaux. De telles discussions entraînent la PARTICIPATION COMPLETE (majuscules dans le texte) des ouvriers à la tentative de gestion de l'usine. Même si une telle discussion en était restée au stade de discussion, elle aurait bien mieux valu que tous les Comités réunis.

Pourtant, malgré ces critiques qu'on peut et qu'on doit faire au Comité (Joint Action Committee), il a sans aucun doute été sincère dans ses efforts pour parvenir à l'occupation. Il installa des sous-comités pour s'occuper de certains problèmes mentionnés plus haut et aussi organisa un meeting de tous les shop-stewards de la Merseyside qui rencontra un succès sans précédent. Sans aucun doute, ils auraient été soutenus par tout le reste du pays.

Si le Comité de coordination était resté en relations constantes avec les ouvriers, en associant de façon active le plus grand nombre possible de travailleurs aux décisions, il aurait pu arriver quelque chose. Je dis ça parce qu'on en a discuté avec beaucoup d'ouvriers ; ce n'était pas l'occupation en soi qu'ils critiquaient, mais le fait que le Comité prenait des décisions tout seule et d'une façon arbitraire.

#### LA GUERRE DES PROPAGANDES

Une autre carence du mouvement fut le manque de propagande du côté ouvrier. Un tract par jour, distribué dans les usines et expliquant ce qui se passait aurait été d'une aide inestimable pour faire face à la propagande de la direction. Le 16 septembre, la direction publia une déclaration particulièrement insidieuse : « Cette proposition (l'occupation) est irresponsable, anticonstitutionnelle et, si elle est appliquée, pourrait porter préjudice aux perspectives d'emploi dans les entreprises de Liverpool qui ne sont pas affectées par les plans de réorganisation de la Compagnie... Les salariés seront payés selon le processus normal, sauf dans le cas où une action non officielle se produisait, la direction serait empêchée d'accomplir ses fonctions légitimes. En de telles circonstances, la Compagnie ne serait pas tenue à la paie de ceux qui occuperaient les usines, ou une partie des usines, et cela, aussi longtemps que la direction ne contrôlerait pas entièrement la situation ». Une telle déclaration aurait dû être suivie d'une réponse sur l'heure. Or, il n'y eut aucune réponse. Dans un tract, il aurait été possible de poser des questions qui tombent sous le sens. La direction est-elle « responsable » de jeter 4.300 hommes à la rue ? Est-ce que les licenciements sont un acte constitutionnel ? A quelle constitution se réfèrent-ils ? Probablement à la même constitution qui leur permet de vider des milliers d'hommes dans une région déjà affectée par la dépression. Est-ce que les licenciements de masse dans la Merseyside constituent-ils une norme de responsabilité dont chacun devrait s'inspirer ? La direction proféra aussi une série de menaces qu'elle n'était pas nécessairement en mesure de mettre en pratique et il était possible d'y répondre.

#### L'ASPECT LÉGAL

Le Comité resta insensible aux problèmes du droit légal, à la grande crainte des ouvriers. Aucun des ouvriers auxquels nous avons parlé ne considérait l'occupation comme quelque chose qui pourrait durer toujours, mais comme un moyen de combattre les licenciements. Un grand nombre d'entre eux se demandaient avec inquiétude ce qui arriverait lorsque tout serait fini. Un simple tract explicatif aurait suffi à écarter toutes ces craintes.



Mais au lieu de cela, on laissa la direction libre de jouer sur l'ignorance des ouvriers en matière de droit légal. L'effet d'une telle propagande aurait été de rappeler constamment à tous ceux qui étaient impliqués dans cette lutte que la situer à un autre niveau était la seule forme d'action possible, la seule solution capable de contrer la décision unilatérale de la direction sur le sort de milliers d'hommes. Jamais personne n'a consulté les ouvriers à propos des licenciements. Une fois la décision prise au conseil d'administration de la G.E.C., 4.300 ouvriers se virent montrer la lourde. Alors pourquoi les ouvriers seraient-ils obligés de consulter Weinstock ? Le « Liverpool Daily Echo » du 18 septembre publie un interview d'Arnold Weinstock dans lequel il déclare : « La direction ne peut fonctionner qu'avec le consentement des travailleurs qu'elle dirige ». Nous ferions bien de nous rappeler cette citation.

#### LE ROLE DE L'INSTITUT pour LE CONTROLE OUVRIER (Institut for Worker Control - I.W.C.)

Malgré toute la publicité faite autour de l'I.W.C., celui-ci joua un rôle mineur dans les événements et fit preuve d'un sens de ses privilèges pour le moins curieux. A la première réunion avec les membres du Comité de coordination, le premier point à l'ordre du jour était « les cotisations pour l'affiliation à l'I.W.C. ».

On demanda l'aide de l'I.W.C. sous forme de propagande. Le premier tract que publia était intitulé : « occupation ouvrière ». Cela vaut la peine d'y regarder de plus près car le terme « contrôle ouvrier » y est employé dans un sens complètement faux. L'expression elle-même n'est jamais employée toute seule. On trouve soit « propriété publique et contrôle ouvrier » (p. 21), soit « propriété sociale sous contrôle ouvrier » (p. 22). Pourtant, si ce sont les ouvriers eux-mêmes qui gèrent la société (c'est du moins ce que nous comprenons par « contrôle ouvrier »), à quoi le tract fait-il allusion lorsqu'il parle de « propriété publique » ou « sociale » comme quelque chose d'entièrement distinct du contrôle ouvrier.

Le reste du tract l'explique. Page 22, l'I.W.C. publie une liste de revendications qu'il aimerait voir posées, *non pas par les ouvriers eux-mêmes*, mais par « les syndicats ». La société future, d'après l'I.W.C., ne serait pas gérée directement par les ouvriers, mais par les représentants des soi-disant « partis ouvriers » (comme en U.R.S.S.) ou de la bureaucratie syndicale. Selon l'I.W.C., le contrôle ouvrier ne signifie rien d'autre qu'une nationalisation étendue sous la propriété de l'Etat. Il n'y a qu'à demander à n'importe quel ouvrier d'une industrie nationalisée ce qu'il « contrôle » pour se rendre compte combien le terme « contrôle ouvrier » est dépourvu de sens dans ce contexte. Depuis l'échec de l'occupation, de nombreux ouvriers de Liverpool se sont rendus compte que la véritable autogestion ouvrière et le contrôle total de la société par les travailleurs ne peut être atteint que par les ouvriers eux-mêmes et non par les partis ou les syndicats qui prétendent les représenter.

#### LES SYNDICATS

Les bonzes syndicaux, dans cette affaire ont joué leur jeu classique, mi-figue, mi-raisin. Apparemment, l'A.E.F. donna gentiment la permission aux ouvriers de lutter contre les licenciements comme ils voulaient et, à ce que je sais, le bonze du comité central de l'A.S.T.M.S. envoya un télégramme aux officiels en leur souhaitant « bonne chance ». C'est un autre problème de savoir s'ils auraient ou non soutenu matériellement l'occupation des usines.

#### RENTRE CHEZ TOI BILL BEWLEY

Le coup décisif porté au projet d'occupation et particulièrement aux ouvriers de Netherton fut le meeting à

East Lanes Road, le mercredi 17. Cela montre comment la direction a exploité le manque de confiance des ouvriers dans le comité (Joint Action Committee). Le meeting eut lieu devant l'usine. La presse et la télévision étaient venues en force. Le meeting avait bien commencé. Il y avait eu quelques cris dirigés contre la tribune et une banderolle proclamant « Le syndicat des employés de bureau et l'administration veulent un vote ». Quelques minutes plus tard, apparurent au coin de la rue, venant de l'usine Fusegear, Bill Bewley et ses hommes (1). Or, il n'est absolument pas question de réduction de main-d'œuvre dans cette usine ; au contraire, on parle d'expansion. Le groupe - en tout il y en avait environ 300, dont la moitié travaillaient dans l'administration - portaient des banderoles préparées à l'intérieur de l'usine avec l'aide de la direction : « Fusegeau dit non à l'occupation « A bas le comité d'action » « Laissez parler les ouvriers » « Nous ne dites pas ce que nous devons vous dire » « Nous sommes le syndicat, pas vous » « A bas l'anarchie, nous voulons un vote » « Dites non au contrôle des soviets »... Et tout ça, c'était quoi ? une opération montée par la direction.

Le groupe se fraya, à coups de coudes, un chemin vers l'estrade et les types commencèrent à briser le meeting. Chaque fois que quelqu'un essayait de parler, ils gueulaient tellement qu'on entendait rien et qu'il s'en allait. Mais les autres ouvriers profitèrent de l'occasion pour montrer qu'ils n'avaient plus confiance dans le Joint Action Committee. Le résultat de tout ceci fut que Bewley, aidé par ses petits copains, monta sur l'estrade. Et qu'il présenta trois résolutions :

- plus d'occupations
- plus de boycott des heures supplémentaires
- vote de non confiance pour le Joint Action Committee.

Honnêtement, je ne pense pas que la majorité put entendre ce qu'il avait dit et qu'il est certain que la majorité des présents ne prit pas part au vote. Pour appuyer cette opinion, lorsque les ouvriers reprirent le travail, plus question de cesser le boycott des heures supplémentaires et bien que le Joint Action Committee ait apparemment reçu un vote de défiance des ouvriers, tous les shop-stewards qui le composent reçurent un vote de confiance des ouvriers dans leurs ateliers.

#### NETHERTON

Le lendemain matin, au contraire, il y eut un meeting calme et démocratique à Netherton. Les ouvriers votèrent à 60 % contre l'occupation et à 40 % pour. Finalement, il y eut un vote de confiance unanime pour leurs shop-stewards.

Après des semaines d'attaques répétées de la presse, de la radio, de la TV et de la direction, et après le meeting désastreux de la veille, les ouvriers de Netherton méritent un coup de chapeau pour leur militantisme. Il est seulement regrettable qu'ils n'aient pas décidé d'aller de l'avant, car un grand nombre de travailleurs se seraient rangés derrière eux.

Récemment, il y eut une conférence de 2 jours des shop-stewards de C.E.G.-E.E. à Birmingham, au cours de laquelle ils décidèrent de combattre fermement tou-

-----  
(1) Bill Bewley est un shop-steward de l'A.E.F., *powelliste*, c'est à dire partisan de Enoch Powelle, député défendant des thèses racistes. Il y a un ou deux ans, lors d'une grève pour une augmentation de salaires dans une partie de l'usine, Bill Bewley et ses petits copains jouèrent littéralement le rôle de jaunes vis à vis de leurs camarades en lutte, ce qui lui valut un blâme de la part du comité régional de l'A.E.F.



te nouvelle réduction d'effectif dans le groupe. Une chose est certaine, c'est que tôt ou tard, il y aura une nouvelle occupation. Les ouvriers ont seulement perdu le premier round.

#### UN COMMENTAIRE DE SOLIDARITY

La récente tentative avortée d'occuper les trois usines G.E.C. de Liverpool en vue d'établir un « contrôle ouvrier » et de continuer à faire tourner l'usine, mérite une analyse sérieuse. Et ceci pour deux raisons : d'abord parce que ce fut le premier assaut d'un mouvement très profond et très positif, ensuite parce que, même l'échec de cette lutte a soulevé de nombreux problèmes fondamentaux et mis en évidence de nombreuses leçons. Il faut y faire face honnêtement, même si les leçons sont parfois dures à entendre.

Après l'échec de la tentative d'occupation, le Times (22-9-69) commentait (d'une façon optimiste à notre avis) :

« Les industriels peuvent dormir sur leurs deux oreilles cette semaine. Leur sommeil ne sera plus troublé par le cauchemar de venir en voiture à l'usine et se voir les portes fermées au nez. Les ouvriers ne seront plus sur les barricades. Les directeurs ne seront plus séquestrés dans leurs bureaux. En effet, la semaine passée vit la première grande tentative d'occupation d'usine en Grande-Bretagne se terminer par un fiasco ».

Certains ont très clairement entrevu la force potentielle de ce qui aurait pu se produire. Nous devons aussi nous en rendre compte. Nous devons faire de notre mieux pour faire passer à nos patrons l'envie de dormir.

...Aucun comité, aussi dévoué et honnête et aussi militant qu'il soit (et il se peut que le Joint Action Committee ait été tout cela à la fois) ne peut se substituer à l'activité propre des ouvriers. Et, à notre avis, même les erreurs commises par un mouvement ouvrier révolutionnaire sont infiniment plus fécondes et valables que l'infaillibilité du Comité Central le plus malin qu'il soit.

On peut trouver ironique qu'un mouvement qui se donne pour but le « contrôle ouvrier » échoue à cause du manque de participation des ouvriers au mouvement. Ce fait révèle l'ambiguïté dangereuse qui réside dans le « contrôle ouvrier », ambiguïté qui doit être dénoncée pour éviter bien des erreurs qui déforment la lutte ouvrière.

Tout était prêt pour l'occupation active des usines. Jusque dans les moindres détails (des laisser-passers avaient même été imprimés) ; mais les ouvriers ne furent jamais mis au courant. Cet état de chose désolant montre la profondeur de la confusion dans le mouvement. Nous nous sommes toujours bagarrés contre ce terme « contrôle ouvrier » (1) car il peut signifier, et en fait signifie, n'importe quoi pour n'importe qui. Il représente tout ce qu'on peut imaginer en passant par une forme diluée de participation et ce que Ken Coates, un des gros bonnets de l'I.W.C. (Institut pour le contrôle ouvrier) propose : « Il nous semble raisonnable de parler de « contrôle ouvrier » pour indiquer la mainmise par la force des syndicats (sic) sur les pouvoirs de direction dans un système capitaliste » (2). L'idée de remplacer les directions actuelles par des célébrités du genre Cooper ou Cannon - ou même Jones et Scanlon - laisse quelque peu à réfléchir. Les deux derniers, il est vrai, se sont déclarés en faveur d'un « contrôle ouvrier » gé-

néralisé partout, c'est-à-dire partout sauf dès maintenant et surtout pas dans leurs propres organisations.

Dans leur article sur l'échec de l'occupation (Black Dwarf, 20-10-69) Ken Coates et Tony Tophan, montrent clairement qu'ils n'ont rien tiré de l'expérience de la G.E.C. Pour eux, c'est toujours une question de pression sur les syndicats et par l'intermédiaire du parti travailliste pour une action du gouvernement (3). Tout ça, c'est un cul de sac.

Le mouvement pour le « contrôle ouvrier » contient un grand nombre d'éléments avec lesquels nous trouverions des points fondamentaux. Mais il comprend aussi des tendances auxquelles nous devons nous opposer à tout prix. C'est cette ambiguïté, ces multiples sens contradictoires du terme « contrôle ouvrier » qui ont conduit le groupe Solidarity à utiliser le terme « gestion ouvrière » pour indiquer la gestion directe de la production par les ouvriers.

Plusieurs aspects du mouvement à la G.E.C. furent très confus et auraient dû être l'objet de discussions plus claires. Est-ce que la tentative de gérer l'usine n'était qu'un exercice symbolique de propagande ? Était-il sérieux et réaliste de préconiser, dans la situation présente, que les ouvriers tentent de gérer leurs usines isolées ? Ou est-ce que l'occupation aurait dû être considérée uniquement comme une méthode de lutte revendicative ? Nous pensons que la gestion ouvrière de la production implique un rapport des forces fondamentalement différent de celui qui existe aujourd'hui.

La lutte pour la gestion ouvrière ici et maintenant, pré-suppose la création et le développement d'une organisation industrielle vraiment forte, et implique des luttes directement dominées par les ouvriers qui savent ce qu'ils font et ce qu'ils veulent (1) et conscients du rôle (1) des hiérarchies syndicales. Dans cette perspective, l'amélioration des anciennes méthodes de luttes et le développement de nouvelles méthodes sont très importantes : les occupations d'usines sont évidemment une technique qui est bien trop peu utilisée (2).

Il y a maintenant un nouvel esprit dans l'air. Les plus combattifs discutent beaucoup plus largement qu'avant de l'utilisation de nouvelles méthodes de luttes plus efficaces contre les patrons, les formes de luttes qui peuvent être utilisées dans l'usine. Les travailleurs sont aussi beaucoup plus conscients de l'irrationalité idiote de la production. Il y a partout des discussions sur les autres méthodes d'organisation. Et sans aucun doute, le Joint Action Committee de G.E.C., quelles qu'aient été ses erreurs, a énormément contribué à la diffusion de ces idées sur la scène. Il y a gagné un soutien très étendu pour l'offensive qu'ils ont menée et on peut, sans trop se tromper, prédire que son exemple, moins ses erreurs, sera suivi, et il n'est pas impossible que ce soit dans les luttes à venir à Vauxhall et chez Ford.

(1) Souligné dans le texte anglais.

(2) Solidarity, pour montrer un exemple d'une lutte dans l'automobile, a sorti une brochure « The Great sit-down strike against General Motors, 1936-1937 » (la grande grève avec occupation contre General Motors, 1936, 1937) - adresse en tête de cet article.

(3) « Les militants du parti travailliste et des syndicats en général devraient soulever la revendication du contrôle immédiat par les ouvriers dans toutes les branches de la G.E.C. (et dans toutes les grandes entreprises) pour mettre à l'ordre du jour de la conférence du Parti Travailliste et de la politique qui en découlera tout le problème des droits des ouvriers en ce qui concerne les absorptions d'entreprises par d'autres, la rationalisation, les mises à pied et les licenciements.

(1) C'est également le terme utilisé en France par diverses organisations, notamment trotskystes (par exemple brochure éditée en Belgique sous ce titre, par Mandel, théoricien de la Ligue Communiste).

(2) Industrial democracy in Great Britain - Mc Gibbon and Kee, 1968, p. 363.



# HOLLANDE

## OCCUPATION DES USINES WERKSPOOR A UTRECHT (12 et 13 novembre 1969)

Ces usines sont parmi les plus importantes de la Hollande. On y construit des trains, des wagons, des tramways, des autobus et diverses machines. Elles appartiennent au trust métallurgique V.M.F. (usines mécaniques unifiées) STOR WERKSPOOR : 28 usines - 25.000 ouvriers.

Le Marché Commun a amené des difficultés pour le trust hollandais que ne protègent plus les frontières et les bas salaires. En 1958, 1.000 ouvriers furent licenciés à UTRECHT et AMSTERDAM. En 1966, le licenciement de quelques centaines d'ouvriers déclenche une grève sauvage (voir I.C.O. n° 55, décembre 66). En août dernier, la direction annonce la fermeture d'un atelier de construction métallique : 270 ouvriers. La division matériel roulant : 1100 travailleurs, serait menacée si le gouvernement hollandais achetait les trains en Allemagne. Le 9 septembre l'usine KROMHOUT à AMSTERDAM est fermée : 350 licenciés. Le 19 septembre, les ouvriers de WERKSPOOR à KROMHOUT débrayent une heure. Le 11 novembre, la direction de V.M.F. déclare que l'usine de WERKSPOOR à UTRECHT, doit être fermée si le trust ne reçoit pas d'aide du gouvernement. La fonderie sera déplacée à HENGELO province OVERIJSEL, (plus au nord). La fonderie est composée d'ouvriers parmi les plus actifs. Le travail s'arrête dans toute l'usine et les 2.200 ouvriers quittent les ateliers et marchent sur la cantine centrale qu'ils occupent. Ils resteront dans l'usine pendant 48 heures, et pendant ce temps, la direction ne pourra y faire exécuter aucun ordre. Dans la cantine, les ouvriers discutent de leurs revendications aucun licenciement, paiement d'une prime de fin d'année, de 8 %. Des ouvriers veulent élire un comité de grève. Le conseil d'entreprise (formé par des listes syndicales et une liste libre, communiste) qui veut changer la politique des directions syndicales est contre « parce que les syndicats soutiennent notre lutte ». Le conseil d'entreprise se met à la tête du mouvement. Les illusions dans les syndicats sont encore fortes.

Les ouvriers contrôlent toutes les entrées de l'usine. Les camions d'approvisionnement ne sont pas déchargés. Les dessinateurs sont contraints de quitter leurs bureaux. Dans les ateliers, des services d'ordre sont formés. Les téléphonistes contrôlent les coup de téléphone de la direction. Tout le matériel d'industrie est sous le contrôle du conseil d'entreprise. Quand la direction veut mettre à la porte une équipe de la télévision hollandaise, les piquets de grève déclarent : « si la télévision doit rester dehors, alors on mettra la direction aussi à la porte » (pour comprendre cette attitude, il faut savoir que la télé hollandaise n'est pas comme l'O.R.T.F., aux mains du gouvernement).

Les leaders syndicaux, devant l'ampleur du mouvement ont « reconnu » la grève. Les ouvriers sont satisfaits de cette décision, mais il s'agit en réalité d'une vieille ficelle des syndicats qu'ils utilisent chaque fois qu'ils ne peuvent faire autrement pour parvenir à briser la grève. Les travailleurs montrent leurs illusions sur le syndicat en croyant que cette décision le met de leur côté.

Les chefs syndicaux viennent à la cantine : « Nous sommes avec votre mouvement de protestation », mais ils ne parlent que d'une grève de 24 heures et pas d'une grève illimitée. « Les chefs nationaux sont aussi avec

vous, restez dans l'ordre, le calme et la discipline ». Dans l'après-midi du 12-11-69, les pourparlers commencent à LA HAYE ; ils durent toute la journée, et le lendemain ils se poursuivent à AMSTERDAM.

La satisfaction des ouvriers dans le soutien des syndicats ne durera pas longtemps. Le matin du 13-11, tout le monde est réuni à la cantine. Le « président » du conseil d'entreprise veut faire reprendre le travail. 1.800 ouvriers veulent poursuivre la grève, parce qu'ils ne savent rien des résultats des pourparlers. Dans les autres usines du trust V.M.F. des grèves spontanées de solidarité ont commencé. Elles sont stoppées par les syndicats. Les milliers d'ouvriers des usines d'AMSTERDAM de WERKSPOOR, de STORK-JAFFA à UTRECHT, des 3 usines de STORK en FRIESLAND et de la fonderie de BERGEN-OP-ZOOM (Nord Brabant) reprennent le travail sur ordre des syndicats. Mais la grève chez WERKSPOOR à UTRECHT continue malgré les tentatives des syndicats de faire reprendre au cours de cette matinée.

Dans l'après-midi du 13-11, les chefs syndicaux reviennent d'AMSTERDAM avec le résultat des pourparlers. Ils ont conclu un accord en 10 points avec la direction de V.M.F. La fonderie sera fermée. Il n'y a aucune garantie pour la division des matériels roulants et il n'y a rien sur la prime de 8 %. C'est le dirigeant du syndicat socialiste MEYNIKMANN qui demande aux ouvriers s'ils sont d'accord avec cette convention sans valeur. Les ouvriers répondent non. Les chefs syndicaux quittent l'usine. L'équipe de nuit poursuit la grève.

Dans une réunion distincte à UTRECHT, les syndicats discutent avec les délégués de WERKSPOOR. Les chefs syndicaux sont violemment attaqués : un membre du conseil d'entreprise déclare : « vous nous utilisez pour atteindre un but qui n'est pas le nôtre ». Un syndiqué crie : « quest-ce que les syndicats ? Est-ce vous, les chefs ? ou nous, les ouvriers ? » « On nous a trahis » crient d'autres syndiqués. Mais les chefs syndicaux reprennent la parole : « Nous avons fait ce que nous pouvions. Pourquoi vous méfiez-vous de nous ? Ayez confiance, l'accord est bon, nous ne sommes pas des traîtres. Cette après-midi, nous nous sommes mal expliqué, mais nous étions fatigués par les pourparlers. Nous ne pouvons pas continuer la grève. Nous continuerons à discuter avec la direction et peut-être avec succès ».

L'assemblée des délégués syndicaux est plus ou moins convaincue. L'unité est brisée. Déçus par l'attitude de leurs représentants, les travailleurs décident la reprise. Le lendemain matin, les usines WERKSPOOR travaillent toutes de nouveau.

Il semble que quelque chose soit changé en HOLLANDE. La paix sociale relative, ce mythe que les journaux et le gouvernement pouvaient entretenir depuis 1963, est terminé (cette période avait seulement été marquée par une explosion des ouvriers du bâtiment à AMSTERDAM, en 1966. Il y avait eu d'autres grèves, mais pas assez spectaculaires pour briser le schéma que les dirigeants s'obstinent à présenter). Aujourd'hui, les journaux redécouvrent « la lutte de classe ». Parmi les étudiants les théories des provos sur la classe ouvrière « petite bourgeoise » disparaissent. Les deux derniers mois de 1969 ont été plus agités que tout le reste de l'année. Des grèves sauvages ont éclaté dans quelques usines (aciéries de HOOGOVENS, usine alimentaire HONIG à KOOG-AAN-D-ZAAN, usine BRONSVERK - entreprise V.M.F. - à AMERSFOORT) ; une usine de construction à ZAANDAM (banlieue d'AMSTERDAM) est occupée



pendant une journée. Des sociologues constatent maintenant que les ouvriers emploient des « méthodes étudiantes », comme l'occupation de leurs lieux de travail.

En réalité, il y a déjà eu des grèves avec occupation en HOLLANDE, immédiatement après la dernière guerre, et même récemment en 1965 dans la métallurgie de ROTTERDAM. Cependant, dans la mesure où de telles

méthodes de lutte se répètent, et rejoignent des grèves semblables dans les autres pays d'Europe, on peut se demander si ces mouvements ne sont pas le signe d'un mouvement plus large. Une chose apparaît avec certitude : dans les sociétés de consommation comme la HOLLANDE, l'ALLEMAGNE et la SUEDE, la lutte de classe peut-être cachée pendant quelques temps, mais elle réapparaît toujours.

## Discussion

### SUR MAI 68 ET LE MOUVEMENT ÉTUDIANT Contrenotes sur le mouvement étudiant

La cohérence apparente de l'article (paru dans I.C.O. novembre 69) s'effondre si l'on critique quelques préjugés vivaces en particulier sur le rôle de l'université, la crise idéologique de la bourgeoisie, et en général sur les tendances de la société.

Il s'ensuit que la révolution apparaît sans rapport avec la réalité, comme un messianisme. Une fois de plus parler de révolution, sans critique de la vie quotidienne, empêche toute vérification de la théorie, on est alors ramené à un quelconque marxisme.

Reprenons le thème de l'adaptation de l'université à la production. Partant d'une expérience à l'Ecole Centrale, je crois que cette adaptation ne joue pas pour un terrain scientifique. Ce qui étonne le plus les nouveaux arrivés dans cet enseignement c'est qu'il est réellement bidon : un ramassis d'éléments théoriques et surtout de technologies diverses ingurgités à la va-vite. La réaction classique est alors de demander un enseignement valable pour devenir ce qu'on imagine être un « ingénieur ». Les enseignants et l'administration de l'Ecole (ingénieurs et P.D.G.) ne supportent jamais ce genre de revendications, pourquoi ? Deuxième étonnement de l'élève plein de bonne volonté, en apprenant la réalité de la vie de l'ingénieur dans ses multiples incarnations (il suffit de quelques discussions avec les anciens, des visites d'usines, de stages). Il comprend que pour l'ingénieur, la science n'est quasiment rien, la docilité est tout. Après nous avoir flattés (« élite intellectuelle », « chefs de l'industrie »), on nous explique que nous sommes les « produits pour l'industrie » que la soumission, la discipline, sont les principales vertues du bon ingénieur, que de toutes façons (enseignement plus ou moins bon) notre diplôme vaut encore cher sur le marché du travail, qu'il ne faut pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis, que nous ne devons pas utiliser ces moyens (la grève) contre lesquels nous aurons à lutter plus tard (sic). Tout s'éclaire : entre autre le système répressif : assistance obligatoire à l'amphi (pour copier un cours que les professeurs refusent de polycopier) système d'examens continus (appelés contrôle continu des connaissances) travaux pratiques désuets, cela nous occupe pour toute la journée. L'abrutissement progressif, tel est le secret de la formation de l'ingénieur, élite de l'intelligence.

La production n'a que faire de cadres brillants et critiques (risquant de remettre en cause le fragile équilibre technique-économie, cf. la mise sous scellés de brevets, l'usine artificielle des moteurs, etc...), il lui suffit de posséder son armée de cadres directement improductifs, mais efficaces dans la hiérarchie du contrôle de l'entreprise. Le diplôme justifie ainsi son rôle sacré, reposant entre autres sur la croyance de ceux qui n'ont pu faire d'études. Evidemment, le futur ingénieur passe

d'abord par la révolte puis l'écœurement et finalement va se vendre, happé par l'ennui de la survie.

L'histoire est sensiblement la même pour tous les étudiants, à part une plus grande ignorance du métier futur (idéalisme vivace) et un libéralisme dans le quotidien (en voie de disparition avec les réformes). On l'amuse avec quelques éléments scientifiques et de nombreux débris d'idéologies. L'université, loin d'être le lieu de formation de la bourgeoisie, est bien plus proche de la caserne, point ultime de l'éducation répressive et de la création des tertiaires. Cette fonction tertiaire, essentiellement flicarde, les rend complices du système social comme tout le monde d'ailleurs (chacun est un flic pour l'autre quand il s'agit de travail). Les assimiler à une néo-bourgeoisie a aussi peu de sens que de considérer un C.R.S. ou un contremaître comme un bourgeois.

En fait, un système de sélection autrement sévère que celui de l'université sert à la bourgeoisie, pour recruter les dirigeants de la société. Cela se passe (indépendamment du diplôme) dans l'entreprise, dans l'administration, par une suite de promotions vérifiées dans l'exercice réel des fonctions. La majorité des cadres végète sans avoir pouvoir de décision.

Les « illusions » libertaires des étudiants seraient dérisoires, si elles n'étaient nées sur un sol réel, celui d'un quotidien étouffant, et cela avant de devenir des prises de positions « politiques ». Face à l'emprise sociale sur tous les aspects de la vie (que l'on soit ouvrier, professeur, technicien, employé, paysan, etc...) s'élabore pratiquement la critique unitaire rassemblant ceux qui n'ont plus rien à perdre et un monde à gagner. L'auteur semble oublier que la crise idéologique dont parle Pompidou n'exprime que la crise des anciennes idéologies provoquées par l'irruption du spectacle uniformisant toute connaissance dans l'illusion. Ces manifestations spectaculaires nourrissent contre elles une multitude de révoltes individuelles sans cesse refoulées. Tout mouvement « révolutionnaire » ignorant ces banalités est voué au néant, sans avoir même livré bataille.

Le changement de fonction de la bourgeoisie n'indique pas une décomposition, mais la nécessité d'assurer son nouveau rôle dans la mise en scène du spectacle. C'est en brisant cet écran, que surgit le prolétariat tant l'exigence du vécu volatilise ses pseudo-représentations : syndicats, partis, gauchistes, etc... Il s'agit bien du mouvement pour la décolonisation de la vie quotidienne. Globalement la suppression du travail passe par le travail, ce qui ne contredit pas le sabotage de cette obligation de travailler. Quant aux conditions économiques elles constituent la toile de fond de ces révoltes actuelles, tantôt les provoquant, tantôt les freinant. L'économie conditionne ces escarmouches annonciatrices de la révolution, de la condition créée par l'économie.



Le milieu étudiant, dans son ensemble, traduit les secousses idéologiques, et baigne dans toutes les illusions militantes et contestataires. Seuls les plus lucides sur l'avenir qui les attend et le présent qui les écrase, peuvent accéder à la crique sociale. Pour eux la misère étudiante est à la fois la misère réelle et la protestation contre cette misère. Les autres, il leur faudra passer par l'épreuve du travail pour pouvoir s'approprier les armes de la critique.

Dans le milieu étudiant s'affrontent les conditions archaïques et modernistes en la personne du militant et du contestataire (appelé souvent gauchiste) : l'un héritier des idéologies les plus désuètes, l'autre produit par le spectacle de la révolution (label Mai 68). Ils sont les signes négatifs de la pénétration de la théorie révolutionnaire dans ce milieu. Sans insister sur le militant (l'éternel sacrifié à la cause des autres), l'infantilisme du contestataire (son de l'œdipe disent les psychanalystes), son refus métaphysique de toute praxis, cela empêche la mise en cause d'accéder à la conscience. Ils projettent des images rassurantes pour le public, et peuvent donner lieu à toutes les affabulations sur le pouvoir étudiant (cf. les théories manichéennes de Marcuse). Ces drogués du spectacle n'ont guère d'intérêt tant que dure leur extase universitaire.

La révolte étudiante est un signe, d'une part du malaise qui persiste dans la société, et d'autre part, un des derniers signes de la reprise révolutionnaire du mouvement ouvrier. Maintenant que va débiter cette reprise, c'est le mouvement ouvrier qui prend l'initiative de la lutte à mener contre le capital et son spectacle. Il n'y aura plus alors de mouvement étudiant, parce qu'il n'y aura plus de mouvement ouvrier, mais seulement le prolétariat : « Ici c'est Rhodes, c'est ici qu'il faut sauter ». *d'un camarade de la Lozère - 12-69.*

-----

**L'article « Notes sur le Mouvement Étudiant et le Mouvement de Mai 68 en particulier » paru dans le bulletin de novembre, m'amène aux réflexions suivantes :**

*Première remarque :* le mouvement étudiant ne peut pas être limité d'emblée aux pays industriellement développés ; le Brésil et l'Argentine connaissent depuis quelques années des affrontements entre étudiants et forces de répression d'une extrême violence. Ceci doit être noté. Il est dogmatique, simpliste et inexact d'exclure de la révolte étudiante qui ne peut se comprendre qu'à l'échelon mondial qu'en tant que « forces révolutionnaires » (dont il convient cependant de déterminer les limites) les pays qui n'ont pas encore atteint le niveau de développement industriel de l'Europe, mais qui n'en constituent pas moins des données économiques et politiques considérables dans la lutte révolutionnaire mondiale qui se prépare.

Il va sans dire que le combat que mènent les étudiants révolutionnaires d'Amérique latine a son caractère propre, particulier au contexte du continent : en premier lieu, la lutte contre les dictatures militaires fascistes et en second lieu et conséquemment, contre l'impérialisme nord-américain. Peut-on négliger ces luttes ?

Même si son contenu idéologique reste fortement influencé par des illusions bureaucratiques, (Chine, Cuba) son combat pratique l'amène à travers les démythifications concrètes à plus de conscience et sans doute au dépassement futur de ses erreurs conjoncturelles.

*Deuxième remarque :* Il est maladroit de critiquer un slogan comme : « ne travaillez jamais... » quand on sait qu'il y a un siècle la Commune abolissait le travail de nuit des boulangers, quand on sait qu'en 1914, les ou-

vriers luttèrent pour la journée de 8 heures de travail, et qu'en 1936, un certain Front Populaire « légalisait » la semaine de 40 heures. Que voit-on aujourd'hui en 1970, dans les usines ? Il se pratique la sacro-sainte politique des heures supplémentaires, c'est-à-dire la semaine de 50 heures est normale, celle de 60 heures courante, et celle de 70 certainement pas rare. Le radicalisme répond à un état de fait.

Et la réaction que peut entraîner un tel slogan ne sera certainement pas l'arrêt brutal de la production !

D'autre part, qu'entend-on par « abolition du travail salarié », formule qui traîne dans divers statuts depuis un demi-siècle et que toute organisation, prétendument révolutionnaire, ne se prive jamais de brandir à des moments perdus ? Il faudra bien pourtant qu'un jour les révolutionnaires, ou ceux qui se pensent tels, deviennent sur un minimum conséquents avec eux-mêmes. Ou bien préparons-nous pour un autre demi-siècle !

Un des fondements de la nouvelle société sera effectivement « l'abolition du travail salarié » qui en finira avec la séparation travail-loisirs qui mutile l'existence quotidienne en deux tronçons aussi aliénés qu'impuisants. Ecrire aujourd'hui sur un mur « ne travaillez jamais », ce n'est que vouloir anticiper cette société nouvelle en essayant de lui donner déjà une réalité. Et pour ceux qui savent lire, déjà sauver sa peau !

*Troisième remarque :* l'interprétation donnée à la grève de mai 68, outre qu'elle soit exprimée avec une affolante platitude, est hautement contestable.

Affirmer catégoriquement : « c'est un mouvement réformiste et non révolutionnaire qui a succédé à la révolte étudiante », « les ouvriers, dans leur immense majorité, ne sont pas entrés en lutte dans l'espoir d'en finir avec le capital » (avec le « capital » peut-être pas, mais avec leur misère, je pense que si) « la raison essentielle du mouvement des occupations fut simplement un désir de réajustement des salaires », c'est délibérément nié et enlevé au mouvement tout ce qui a fait sa force explosive et son historicité : l'occupation généralisée des centres de production, la séquestration des managers, la formation spontanée de groupes d'ouvriers qui allaient fermer les entreprises, les incidents avec les syndicats, les heurts avec les C.R.S., (Sochaux : deux ouvriers tués). C'est également reprendre la thèse clé du P.C.F. concernant les revendications « purement économiques » de la classe ouvrière.

*d'un camarade français au Chili - 12-69.*

-----

*L'article paru dans I.C.O. n° 87, novembre 69, p. 28, a été également publié dans Révolution Internationale, n° 3, p. 37 (GINE B.P. 183 - 31 Toulouse (01) et est suivi d'une critique qui peut être considérée comme une contribution à la discussion amorcée par les lettres des deux camarades.*

## SUR L'ANARCHO-SYNDICALISME

*(réponse à la lettre d'un camarade des Pyrénées Orientales, publiée dans I.C.O. n° 88, décembre 1969, p. 11)*

« Le projet que tu as fait et que tu commences à mettre en exécution - de mettre à la disposition des travailleurs qui t'entourent, le plus de bulletins, de journaux et d'informations possibles, correspond bien à ce que nous essayons de faire. Dans ce domaine, il ne faut pas craindre de diffuser et de parler même de ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord, car seule la discussion permet de progresser, de comprendre. Mais il ne faut pas perdre de vue que cette progression est à la mesure de l'expérience qui les travailleurs acquièrent dans leurs



luttés, et que, bien souvent, des divergences peuvent se relier à des situations particulières, et à des inégalités d'expériences (le travailleur d'une grosse boîte automatisée aura une expérience de l'exploitation très différente de l'ouvrier d'une petite boîte nantie d'un patron 1900, donc des méthodes de lutte différentes, donc des conceptions différentes). Dans ce dernier cas, il s'agit donc de comprendre la relation entre les idées, les méthodes de lutte, et l'expérience concrète de l'exploitation. Et de l'expliquer.

Sous cet angle, je crois que l'expression que tu emploies « instruire les travailleurs » contient trop d'ambiguïtés pour que nous puissions l'employer. Nous avons, chacun d'entre nous, autant à apprendre des travailleurs qu'ils en ont à apprendre de nous. C'est par la communication, la discussion, l'explication, que chacun peut tirer l'essentiel de son expérience au fur et à mesure qu'il la vit. Et cela dans la perspective que tu décris fort justement « qu'ils (les travailleurs) prennent conscience de leur force pour gérer leurs propres affaires eux-mêmes... ». Si nous proscrivons le terme « instruire », c'est parce qu'il charrie chez beaucoup, la notion d'avant-garde, d'élite de la part des « professeurs » militants qui, parfois d'ailleurs, parlent des travailleurs d'une manière assez méprisante. On retrouve souvent cette attitude, commune autant aux individualistes qu'aux membres des partis de tous ordres, chez tous ceux qui, actuellement, donnent une forme moderniste à leur « critique de la vie quotidienne ».

Il est bien évident que ces réflexions s'appliquent à ce qui se définit le plus souvent sous les étiquettes syndicalisme, anarcho-syndicalisme, syndicalisme révolutionnaire, etc... (on nous laisse de côté ici d'autres contradictions pour le moins importantes). Il semble qu'il y ait un apparent paradoxe à ce que tu utilises la C.N.T. - pilier de l'anarcho-syndicalisme - pour propager des notions, telles que la gestion de leur affaires par les travailleurs eux-mêmes, qui éliminent le syndicalisme et le syndicat comme idéologie et structure d'un monde nouveau. Là, également, on rejoint un débat que l'on retrouve de temps en temps dans I.C.O., où la confusion des mots rejoint la confusion des idées, et où l'on retrouve mêlées l'auto-organisation des travailleurs dans la lutte et l'idée que les travailleurs sont incapables d'assurer eux-mêmes leur émancipation (d'où une idée, le syndicalisme et une structure préétablie, le syndicat). Ce qui nous paraît important dans ce que tu écris et quelle que soit l'étiquette, c'est que tu précises bien - et dans des termes à peu près identiques à ce que nous pourrions écrire - les conditions du développement d'un monde nouveau.

Il n'est pas important finalement que mai 68 ait été ou non un « succès revendicatif ». La différence fondamentale avec juin 36, c'est qu'il a mis à nu pour beaucoup, le rôle répressif des syndicats et précipité une évolution, tant dans les structures syndicales que dans la conscience des travailleurs. Les deux vont de pair avec l'évolution des structures du capitalisme. De fait, depuis mai, ce qui n'était que des cas isolés, revient régulièrement dans les luttes. Il suffit de te renvoyer ici aux analyses que nous avons développées dans les numéros précédents. Le développement de l'autonomie des luttes se fait et se fera indépendamment de la constitution et de l'activité de noyaux : ceux-ci peuvent exister en fonction de cette situation parce que des camarades plus nombreux se rendent compte de certaines réalités, mais ces groupes sont purement circonstanciels : ils disparaissent, se recréent dans les boîtes ou extérieurs aux boîtes. Produits d'un contexte, mais dus à quelques initiatives, ils ont une existence éphémère, comme organisme de lutte, et ils se transforment inévitablement en tant qu'organismes de contacts, de liaisons ou d'actions

(nous pensons ici aux organismes étudiants). Nous refusons de donner, à ce que nous faisons, un caractère formel parce que notre expérience - et aussi la réflexion théorique à propos du mouvement ouvrier - (par les organisations, le mouvement réel des travailleurs) nous apprend que les notions opposées en apparence, révolution et évolution, théorie et pratique, but final et mouvement, ne sont que les moments d'un long processus en développement. Ce que certains appellent notre « refus de la théorie » n'est que le refus de faire de la « révolution » le seul principe correct, et au contraire notre tentative de nous placer dans le mouvement réel, tel qu'il est dans les faits et non tel qu'il est dans les têtes de certains comme une nouvelle idéologie, une nouvelle utopie.

Il ne nous paraît pas exact de dire qu'en mai 68 la C.N.T. a « loupé le coche ». Ou plutôt, par rapport à ses propres conceptions (attente du grand jour révolutionnaire qui d'un coup assurerait la parfaite liberté de l'individu, organisation proposant un schéma précis d'une telle société libérée) on peut penser qu'elle a loupé le coche, tout comme l'auraient aussi loupé toutes les organisations « disponibles » qui pensent qu'il suffit de l'action brutale et « juste » d'une minorité pour briser le cadre du vieux monde et libérer des forces insoupçonnées (comme dans une réaction atomique) (idées que l'on trouve autant chez les anarchistes, chez les léninistes que chez les situationnistes...). Mais il n'y avait en réalité pas de coche à loupé, parce qu'il n'y avait pas de coche. La C.N.T., comme tous les autres groupes, a subi la critique de la réalité : dans la mesure où le mouvement développait des tendances autonomes marquées, tous les groupes ou organisations disparaissaient dans l'action, pour récupérer lorsque les vieux rapports tentaient de réapparaître.

Tu indiques que les travailleurs sont « désabusés » et qu'il n'est « que temps » qu'un « guet-apens se prépare contre la classe ouvrière », etc... Je crois que tu retrouves ici les idées traditionnelles qu'il faut construire une organisation « puissante », composée d'une avant-garde se distinguant par la « qualité des éléments, leur moralité, leur action en profondeur... ». Les groupes divers qui pensent qu'il manquait en mai 68 une « organisation révolutionnaire », ou une « idéologie adéquate » ne procèdent pas autrement : actuellement, ils essaient de construire, qui un parti, qui des cellules de vie exemplaire, voire même des « conseils ouvriers ». Les travailleurs continuent de lutter « quotidiennement » avec le mépris à peine voilé de tous ceux qui ne parlent plus d'embourgeoisement, mais d'aliénation, avec le délire de ceux qui voient dans le plus petit mouvement (souvent exemplaires par certains traits) le début de la grande « révolution ». Réformes de l'action quotidienne et révolution ne s'excluent pas en réalité, sauf chez ceux qui sont incapables de comprendre comment on peut mettre en avant les tâches révolutionnaires du prolétariat, sans renoncer aux petites réformes. L'activité à laquelle tu penses ne devrait pas se donner cet objectif révolutionnaire au nom duquel on finit par juger tout le reste de la lutte de classe dérisoire, inutile et même dangereux. Sur une telle base, tu finiras par être totalement isolé des travailleurs et de leurs luttes, ce qui accroîtra encore tes convictions qu'ils sont aliénés et incapables d'accéder à ta connaissance. Mais à travers le groupe de camarades (et là l'étiquette n'a pas grande importance) cette activité doit se définir par la réflexion, la discussion, l'échange, l'analyse, tant des réalités quotidiennes (souvent plus riches d'enseignement qu'on ne croit, y compris du point de vue théorique) que du développement de la société vers un monde nouveau et des facteurs de ce développement, la lutte de classe et le mouvement ouvrier étant au centre de ce processus,



à la fois évolution et révolution. A ce niveau, il n'y a pas de problèmes tactiques à l'égard des travailleurs parce qu'il n'y a rien à conquérir. »

## SUR LES PROBLÈMES PAYSANS

(réponse à un camarade de la Sarthe - lettre publiée dans I.C.O. n° 89, janvier 1970, p. 5)

« Tu as raison de souligner que la « question paysanne » ou plutôt les problèmes agricoles sont de ceux que beaucoup laissent volontiers de côté. C'est différent du problème des commerçants ou des artisans. Cela touche une production bien particulière où l'on ne peut raisonner dans les mêmes termes que dans l'industrie, où l'automatisation et la rationalisation ne pénètrent pas de la même façon, où les erreurs se paient à long terme et sans possibilité de redressement immédiat, où les bouleversements des structures sont très délicats parce que la part d'activité humaine non intégrable et la part de l'impondérable reste très importante, où il est possible à cause de cela, d'échapper et de résister à l'évolution. Tout ceci explique que dans des pays industrialisés, des régions entières peuvent encore comporter un pourcentage important de paysans vivant partiellement en économie fermée ou à un niveau d'intégration capitaliste très loin de celui de l'industrie et du commerce.

Par rapport à la situation statique d'entre deux guerres ou de l'immédiat après guerre (le temps d'éponger les profits de la période de pénurie), c'est un secteur qui évolue rapidement vers la concentration capitaliste depuis les dix dernières années, évolution appuyée par le pouvoir politique. Celui-ci au service du capitalisme le plus concentré (qui doit être bien placé dans la compétition mondiale) pousse à la baisse des produits agricoles donc à la concentration des entreprises et à la disparition des secteurs les moins rentables.

Il y a un monde entre la grosse ferme industrielle de la Beauce, de la Brie, ou de la Picardie, le verger industriel d'Aquitaine, et la ferme artisanale - même avec matériel moderne - de Bretagne, du Centre ou de l'Est. Les luttes paysannes sont, comme la lutte des commerçants, de ces combats d'arrière-garde, le plus souvent menées uniquement en vue du maintien artificiel du statu quo, à coups de subventions, ou pour amortir les effets trop désastreux - humainement - d'une évolution inévitable. Donc, obtenir de l'argent par une pression sur le pouvoir politique. (Comme il y a - en raison des structures capitalistes mondiales - surabondance de produits agricoles en France, cette lutte paysanne ne peut être que *politique* alors que dans les pays de la branche orientale du capitalisme, où pour de mêmes raisons capitalistes, il y a pénurie, elle prend la forme d'une lutte d'abord économique et sociale, avec des conséquences obligatoirement politiques.)

Le problème paysan ou les problèmes agricoles peuvent être envisagés de deux points de vue : un point de vue immédiat en considération de ce qui se déroule actuellement, et un point de vue plus général en considération des structures d'un monde nouveau.

D'un point de vue immédiat, on en parle, à chaque flambée de revendications paysannes, et à chaque tentative du pouvoir de faire « progresser » le problème (ça se situe maintenant autour du Marché Commun). Les partis et les groupes en parlent le plus souvent d'un point de vue de tactique politique. « Les paysans avec nous ». Ça va de la défense des « petits » (paysans, commerçants, industriels, etc...) par le P.C. par la voie parlementaire, à l'action syndicale commune ouvrière et paysanne (par exemple à Nantes), jusqu'à la nostalgie

du léninisme et des soviets ouvriers et paysans. Les considérations purement tactiques (qu'elles soient parlementaires ou violentes, qualifiées alors de révolutionnaires) n'en restent pas moins politiques. Elles recherchent l'appui d'une classe sociale ou d'une fraction de cette classe pour la conquête de l'appareil d'Etat. Laissons de côté le fait que ces partis ou groupes, tous pour une société planifiée super-concentrée, modèle russe ou chinois, élimineraient plus impitoyablement encore les « petits » dans lesquels ils cherchent des alliés.

Ne retenons que le fait de cette tactique elle-même. Elle ignore le plus souvent l'énorme disparité de cette classe sociale dont la fraction la plus importante au point de vue économique est déjà concentrée et industrialisée. Ce qui réduit les actions considérées à des faits marginaux, pour spectaculaires qu'ils soient. Ne retenons aussi que l'ambiguïté de la lutte des paysans, qui, comme celle des commerçants, repose sur l'affirmation et le maintien de la propriété privée, d'un certain mode d'appropriation individuelle des moyens de production. Là aussi on pourrait épiloguer sur les alliés des révoltes paysannes qui, des indépendants aux gauchistes, sont des agents d'une forme ou d'une autre de concentration capitaliste qui ne peut qu'éliminer les structures arriérées.

Que cette lutte paysanne ait certaines incidences sur le déséquilibre et les difficultés propres du capitalisme français et ajoute à sa crise, c'est évident ; mais c'est autre chose que de constater cela que de tenter de définir une tactique de lutte incluant celle des paysans.

Le problème des ouvriers agricoles, que tu soulèves à juste titre, est lié étroitement à cette question de concentration. Proche de l'ouvrier d'usine, et débouchant sur des problèmes de gestion et non de propriété dans les fermes capitalistes modernes, proche de l'exploitant (bien que surexploité par lui), et rêvant souvent de s'établir et d'être propriétaire ; donc revendiquant la propriété dans les fermes artisanales. On trouve le même phénomène dans le commerce entre l'employé du supermarché et le garçon boucher.

Le point de vue plus général, en relation avec les structures d'un monde nouveau, est infiniment plus important. Là, par contre, on en parle effectivement bien peu. Nous pensons prochainement sortir des textes sur ces problèmes - la question paysanne y tenant une place importante - puisque la production des biens alimentaires pour tous est la première fonction d'une société. A partir de ces textes, il serait souhaitable qu'une discussion s'engage, car la complexité de ces questions n'est souvent qu'entrevue, sinon insoupçonnée. »

REPONSE A UN CAMARADE DE SAONE ET LOIRE  
(lettre publiée dans I.C.O. n° 88, décembre 1969, p.23)

« les deux autres questions que tu soulèves méritent qu'on s'y attarde. D'abord sur le thème conscience de classe, qui est effectivement employé à toutes les sauces. Je crois que cela pourrait se résumer par la notion précise de ses intérêts de classe (pour un travailleur), du sens de sa lutte, de la finalité de celle-ci, des conditions de réalisation d'un monde nouveau, où ne subsisterait aucune exploitation du travail humain, et des implications de cette société radicalement différente des diverses sortes de capitalisme. Mais partant de cette notion des divergences profondes se lèvent entre ceux

— qui pensent que la conscience doit précéder l'action, donc qu'il faut agir pour former les travailleurs, réunir les éléments conscients, l'élite, etc... (d'où la notion d'avant-garde avec toutes ses variantes).

— et ceux qui pensent qu'il y a interférence étroite entre la lutte et la conscience, celle-ci se développant à



mesure que la lutte s'élargit. Elle emprunte alors à toutes les théories qui peuvent s'offrir, les réintègre dans la réalité de la lutte, pour leur donner une forme nouvelle adaptée dans leur dépassement.

En relation avec cette dernière conception, l'action d'un groupe est un travail d'explication, d'analyse, de propagande (pas au sens de faire adhérer, mais faire comprendre). Ce n'est pas un travail d'éducation qui suppose un rapport détenteur de savoir à ignorant ; mais un échange, la théorie et la pratique interférant et ayant autant de valeur critique l'une que l'autre. Tout cela mériterait de très longs développements.

L'autre problème que tu soulèves est celui des coopératives ouvrières. Elles ont toute une histoire : celle des tentatives de créer dans la société capitaliste des îlots de production « non capitalistes » et de leur soumission totale et inévitable aux critères de production capitaliste. Si cela t'intéresse, je peux t'envoyer des documents là-dessus et tout ce qui touche les communautés de travail. Cette idée de constituer dans la société actuelle des groupes, ou communautés de travail, de vie, etc... connaît d'ailleurs actuellement un regain d'intérêt, souvent conséquence d'illusions militantes déçues quant à la venue du « grand jour » de la « Révolution ». De cela aussi il faudrait parler avec de longs développements.

## A PROPOS DES COMMERÇANTS, ARTISANS, PAYSANS, etc...

D'UN CAMARADE DE VESOUL

« Ci-joint quelques exemplaires d'un tract qui sera diffusé sur Vesoul, aux commerçants et artisans, ainsi que sur Besançon, plus tard si possible. Je crois que c'est là une question de grande importance, car la petite bourgeoisie est souvent la base la plus sûre du fascisme, et, face à la connerie de la « gauche » traditionnelle, il faut que nous réagissions autrement ; ceci n'est qu'une tentative pour obtenir au moins la mentalité de cette classe. Le texte est une reprise d'un article paru dans Lutte Ouvrière du 1-10-69, n° 57. Il serait bon qu'I.C.O. s'intéresse aussi au sujet, ainsi qu'aux problèmes paysans, de faire une analyse sérieuse de la situation de ces deux couches sociales ainsi que leur avenir.

(faute de place, nous ne pouvons citer le texte du tract ; voici comment ce camarade le résume) :

« Je voudrais revenir au tract que je vous ai fait parvenir. Le tract est une reprise d'un texte de Lutte Ouvrière ce qui explique une certaine ligne léniniste, évidemment. Je l'ai fait tout seul, donc sans aucune critique de la part d'autres camarades militants, ce qui peut expliquer les maladresses. Mais il me semble essentiel de faire quelque chose en direction de ce milieu qui, faute d'autres perspectives, a toujours été le support de tous les fascismes. Il est bien sûr difficile de toucher ce milieu, très traditionnel, mais je ne crois pas que l'immobilisme de la part de militants révolutionnaires soit une solution, pas plus que la condamnation systématique de style P.C.F. et autres. Mais il me semble que les mots d'ordre avancés par Lutte Ouvrière (évidemment avec une arrière pensée léniniste, parti, etc...) peuvent très bien se replacer dans un contexte conseilleriste. Car je crois pour ma part qu'une lutte commune (?) commerçants-travailleurs, sur un mot d'ordre comme « médecine gratuite » peut fort bien se défendre. Mais après, dis-tu ? Après, si les travailleurs ouvrent la voie, pourquoi la petite bourgeoisie qui, comme tu le sais, suit toujours le plus fort, ne suivrait pas et ne comprendrait pas l'organisation conseilleriste ? De toute façon, pour les commerçants, comme pour les paysans, il y a deux alternatives politiques : soit le fascisme, soit le socialis-

me avec tous les travailleurs. Il semble donc urgent d'essayer de les orienter vers la voie la plus juste. Tel est mon point de vue, la discussion restant ouverte bien sûr ».

## REPONSE D'UN CAMARADE DE PARIS

« D'autres camarades soulèvent aussi par ailleurs, le problème des paysans (en y mêlant d'ailleurs celui des ouvriers agricoles, différent) : il est le même que celui des commerçants.

C'est aussi un problème qui reprend une actualité - sans l'avoir entièrement perdue - parce que le capitalisme se trouve contraint de franchir une étape de sa concentration où se mêlent et interfèrent étroitement l'aliquement sur les prix mondiaux, l'utilisation de techniques toujours plus modernes, l'élimination des entreprises les plus petites. La tendance générale va vers un monopole national, ou quelques trusts internationaux, ou un capitalisme d'Etat, ce qui est la même chose.

Les voies de cette évolution, irrégulière, mais inexorable, sont très diverses : les formes que les intéressés donnent à leur lutte pour tenter de survivre en tant que classe (modernisation, coopératives, centrales d'achat, contrats d'enchaînement, intervention de l'état, syndicalisme) n'aboutissent finalement qu'à reproduire cette même concentration contre laquelle ils luttent. Ainsi en est-il de toutes luttes dans la société, violentes ou pas, d'arriver à trouver une « solution » à un problème avec les données du problème - qui restent identiques - mais en brisant les cadres des institutions qui bloquaient l'évolution. Le gaullisme ayant éliminé largement le poids politique des couches moyennes traditionnelles, celles-ci ne pensent plus jouir des protections et privilèges d'autrefois, et sont réduites à des actions directes défensives. Mais celles-ci sont aisément manipulées par le capitalisme et les partis. Il est intéressant de ce point de vue d'observer que ce sont les mêmes couches qui, en 58, ont assuré (autour de l'Algérie française) le soutien du gaullisme, qui l'ont sauvé en 68 avec la peur de la révolution, qui devaient se trouver éliminées politiquement avec la réforme constitutionnelle projetée, qui ont fait tomber alors De Gaulle, et élu Pompidou sur le réflexe de défense contre des mesures accélérant la concentration, qui se révoltent présentement contre ces mêmes mesures - maintenues bien sûr - puisque le capitalisme ne peut pas suivre d'autre chemin.

Au bout du compte, le « petit » commerçant, artisan, paysan, est condamné en tant qu'entrepreneur indépendant : les seuls choix qui lui restent c'est : être salarié ou pseudo salarié, lié à un trust quelconque.

Leur lutte, pour ne pas devenir des travailleurs comme les autres, se déroule autour de deux axes :

-- continuer à utiliser directement des moyens de production en tant que propriétaire ou locataire, au besoin en exploitant comme tout entrepreneur capitaliste des salariés (même si ceux-ci sont des esclaves familiaux) ce qui implique avant tout la défense de l'appropriation privée des moyens de production ;

--- obtenir de l'Etat une protection : à défaut d'une protection juridique contre la pression économique des trusts ou contre toute autre forme d'élimination, obtenir une protection financière (soutien aux prix, subventions, etc...) qui assure au moins le maintien du titulaire actuel dans son exploitation.

Il serait intéressant de discuter des aspects économiques et politiques de cette lutte triangulaire, couches moyennes, capitalisme, gouvernement, cela ferait une



longue étude. Ce qui apparaît et qui caractérise ces luttes, quel que soit leur degré de violence, leur qualité d'imagination, leur ampleur et leur hardiesse, c'est qu'elles ne mettent jamais en cause directement ou indirectement la société capitaliste, mais au contraire affirment les principes de base de toute société d'exploitation, à savoir le droit pour une classe de disposer seule des moyens de production à son profit. Leur lutte est seulement sur la manière d'en disposer et éventuellement d'en être dépossédé (ce qui a toujours été la loi du capitalisme, seulement pour ces couches, actuellement, beaucoup sont éliminés en même temps).

Comme le tract le souligne, une telle lutte économique peut déboucher politiquement sur une forme de fascisme. Mais pas à elle seule, les autres causes économiques et politiques étant beaucoup plus importantes dans un Etat où ces couches moyennes ont un poids de moins en moins important. Cela mériterait aussi de plus longs développements.

Comme chaque fois qu'il y a une agitation des paysans ou des commerçants, on entend reparler de l'alliance des commerçants, paysans et travailleurs (les paysans bénéficiant d'un préjugé plus favorable que les commerçants, peut-être par référence aux révolutions russe et chinoise).

Les travailleurs, les paysans, les commerçants, etc... ne se battent pas pour les mêmes choses, alors même que leurs luttes respectives se déroulent dans la même société capitaliste qu'ils se trouvent lutter au même moment contre un même gouvernement. Il est certain que la crise, ou les difficultés d'une société d'exploitation touche toutes les classes car rien n'est statique dans la société capitaliste et tout est conflits d'intérêts pour sa survie économique. Une « alliance » n'est jamais qu'une

alliance politique, jamais une communauté de lutte : les contradictions profondes qui sont dissimulées derrière certaines apparences, toutes provisoires, resurgissent avec violence, une fois ce qu'on appelle les « ennemis communs » écartés. Là aussi il faudrait d'amples développements.

Vouloir se dissimuler ces réalités, c'est s'exposer à de graves déconvenues. Il ne s'agit pas d'ignorer la lutte d'arrière-garde et corporative des classes moyennes, ni non plus de minimiser la place qu'elle tient dans les difficultés présentes d'évolution du capitalisme français, ni d'écarter les répercussions indirectes sur la lutte des travailleurs, sur leur propres objectifs. Mais il faut être clairvoyant (nous ne pensons pas toujours l'être) vis à vis de mots d'ordre et d'explications qui, pour la plupart, tombent à faux.

Ce qui paraît plus important (et qui explique tout) c'est le souci de définir une tactique, qui s'apparente à toutes les tactiques des partis, léninistes ou autres. Les uns sont réformistes, les autres révolutionnaires, mais ce qu'il veulent c'est gérer un état capitaliste - celui d'aujourd'hui - ou une mouture encore plus concentrée. Parler d'un « programme de lutte » commun, c'est amener automatiquement le parti, poser comme principe la nécessité du parti, commun dénominateur de classes diverses et opposées. Quant à l'espoir donné aux commerçants ou paysans, dans une société socialiste, il est particulièrement illusoire pour un capitalisme d'état, totalement faux s'il s'agit d'un monde nouveau : un capitalisme d'état peut ménager, si cela lui convient, la petite propriété privée, un monde nouveau l'élimine totalement avec la fin de tout pouvoir - de gestion ou de propriété - d'une classe sur les moyens de production.

Ceci est bien sûr le point de vue d'un camarade, et la discussion reste ouverte.

## Des camarades et des groupes

D'UN CAMARADE FRANÇAIS AU CHILI :

Il se révèle qu'ici comme ailleurs, par exemple, le Parti Communiste est la principale force qui soutient objectivement la politique réactionnaire et démagogique de Frei, responsable de l'assassinat de dizaines d'ouvriers, des tortures subies par Fabre, d'une situation économique désastreuse (40 % de la population vit dans des bidonvilles).

Il y a une collusion évidente qui apparaît dès les premières analyses entre ces deux forces politiques qui ne s'opposent verbalement que pour mieux s'entendre concrètement : la bureaucratie « communiste » et la bourgeoisie démocrate-chrétienne.

Cependant, je pense que ce serait une erreur grave de penser à ces pays latino-américains, avec à l'esprit le schéma de la Russie de 1917. Le genre de transposition mécanique ne tient en effet pas compte des caractéristiques propres à notre époque : un demi-siècle de développement économique « mondial » sépare ces deux dates : 1917-1970, et il est impossible de raisonner sur la situation présente avec les idées d'une situation passée et « largement dépassée ».

Le contexte chilien a sa place comme n'importe quel autre pays du monde dans le champ de la problématique révolutionnaire mondiale et ce n'est que comme contribution lucide à ce postulat qu'il résoudra ses problèmes, et en premier lieu ses problèmes économiques.

Je ne pense pas que l'industrialisation de ce pays passe par le pouvoir d'une bureaucratie : ceci dans une pers-

pective inéluctable. D'abord je constate que la classe bourgeoise au pouvoir en ce moment, se fout complètement du développement économique du pays, réalisé rationnellement et scientifiquement : toutes ces décisions économiques sont outrageusement démagogiques et sont prises dans la perspective électorale de 1970. On va jusqu'à parler même d'une dévaluation de l'escudo de 50 %, ce qui est significatif du climat.

Si on conçoit un gouvernement populaire avec participation communiste, ce qui en effet est assez possible, on assistera à un certain renversement d'alliances au profit de l'U.R.S.S. et des autres pays dits socialistes, à quelques nationalisations, plus ou moins spectaculaires, mais certainement pas à un développement économique cohérent qui tienne compte des besoins et des volontés des ouvriers, des paysans et des révolutionnaires. La mystification sera, je crois, de très courte durée. Et il ne faudra déjà plus guère compter sur l'enthousiasme spontané des masses à construire une société d'aliénations de type amélioré.

Déjà des mouvements comme le MIR, ont engagé la lutte sur les deux fronts : contre la bureaucratie et contre la bourgeoisie au pouvoir. S'ils manquent encore de bases théoriques et d'une critique globale unifiée, ils ont cependant le mérite d'être passé à l'action concrète en pratiquant des « expropriations » et en lançant des slogans comme : « le peuple en armes », « déjà la révolution armée commence », etc... Une preuve de son efficacité est la façon dont réagit le parti communiste qui voit là un danger à sa politique de « conciliation nationale »



et qui fait du MIR le responsable de tous les actes répressifs du gouvernement pourri de Frei.

C'est tout à fait par hasard que j'ai été amené à lire votre journal. J'ai en effet fait la connaissance d'un français..., qui m'a parlé d'I.C.O. Il se trouve que nous sommes tout de suite compris, car nous avons fait tous les deux la même expérience.

Après avoir travaillé comme employé dans diverses boîtes en France, je me suis décidé à partir, ne pouvant plus vivre dans cette routine étouffante, surtout après avoir vécu des moments exaltants en mai 68. Il y a donc plus de six mois que je suis ici au Chili, et pas une seconde je n'ai regretté mon acte.

Je vous précise que je n'ai pas agi après un coup de tête, mais après avoir longuement réfléchi durant des années aux conséquences de ce départ. Je ne suis pas non plus un gamin, car je suis âgé de 31 ans.

La lecture de votre brochure m'a conduit à faire certaines remarques que je voudrais vous exposer dans cette lettre. J'ai été frappé en particulier par la réponse donnée au camarade de St-Quentin, (que j'ai eu la chance de rencontrer ici) dans votre numéro 85 de septembre. Je relève en effet les passages suivants : « De l'exploitation, des vexations de travail, des routines, de l'immobilisme, (des autres) des murs auxquels on se heurte dans ses révoltes qui restent plus ou moins velléitaires, certains s'en accommodent (!), d'autres ne peuvent le supporter. C'est plus affaire de circonstances de la vie... Tout cela n'a apparemment que peu de rapports avec la lutte des classes, qui est un phénomène collectif, et pas un phénomène « conscient » au sens que l'on donne habituellement à ce mot ; cela se réfère plus à la révolte individuelle... »

A mon avis, s'intégrer à la société, en accepter les règles est un signe d'impuissance, de défaite, quelles que soient les « circonstances » ; aucun « à côté » ne doit justifier une intégration de l'individu et l'on ne doit pas « s'accommoder » de l'exploitation, des vexations, etc... La révolte contre la société bourgeoise ne doit pas rester un phénomène isolé et individuel et en aucun cas, n'est une question de tempérament. La révolte doit être l'aboutissement et la somme des révoltes individuelles. A l'échelon individuel, elle représente la réaction d'un être non aliéné contre la société bourgeoise. Un individu trouvant des raisons pour accepter les contraintes de la vie quotidienne, est en fait parfaitement intégré à la société.

Pour certains, la lutte révolutionnaire est un combat obscur à l'intérieur de la boîte, combat fait de renoncement et de souffrance. On en arrive ainsi à glorifier cette souffrance pour en faire un idéal révolutionnaire. En fait, la révolution doit aboutir à la libération totale de l'individu. Pour cela, il doit s'affranchir des contraintes imposées par la société. Les grèves, telles qu'elles se présentent sont parfaitement « intégrées » et font également partie de la routine ; elles ne mettent pas en cause le pouvoir du capitalisme. Après quelques jours de grève, l'ouvrier et l'employé rentrent sagement à l'usine et au bureau... jusqu'à la prochaine grève. La grève n'est qu'une soupape de sûreté (sûreté du système capitaliste). Il faut faire preuve d'imagination pour que la révolte prenne des formes nouvelles et sorte du cadre étroit de l'économie.

Cette révolte doit être dirigée contre toutes les formes d'oppression : le travail, la famille, l'école, la religion, l'urbanisme dit « moderne », la psychiatrie qui aide à rentrer dans le rang, les spectacles qui transforment l'individu en spectateur-consommateur, la presse bourgeoise, la radio, la télé, la publicité... Il faudrait

également insister sur la répression sexuelle et ses détournements vers la violence fasciste.

Il est ainsi évident que la lutte ne peut se limiter au niveau de la « boîte ». Une grève ne pourrait prétendre régler tous ces problèmes ! Comme je l'ai dit plus haut la révolte doit attaquer la société de front et s'étendre à tous les domaines de la répression. C'est pourquoi de nombreux camarades ont choisi de refuser de participer au « bal masqué » ; et c'est ainsi que certains d'entre nous se retrouvent en Amérique du Sud. Nous avons quitté notre boîte, notre famille, nos amis, nos « petites amies », enfin tout ce qui constituait notre vie quotidienne. Nous sommes partis « à la recherche de la vie », la vie sans contrainte et sans temps morts. Cette vie en effet nous appartient, et nous seuls pouvons décider de ce que nous devons en faire.

Nous avons refusé de continuer de la prostituer.

Ce départ n'est pas une fuite, c'est au contraire un acte de refus révolutionnaire, parfaitement réfléchi, suite logique à des années de vaines recherches. Aucun parti, groupe, groupuscule, ou organisation, n'a réussi à me proposer une forme de lutte originale, sortant des sempiternelles revendications pour « l'aménagement des horaires », « l'augmentation des primes de vacances », etc...

Un révolutionnaire doit essayer de trouver un langage nouveau pour atteindre ce qui se trouve au-delà du quotidien, en un mot « prendre ses rêves pour des réalités ».

Cependant ce départ ne doit pas se faire clandestinement, comme si l'on avait honte de commettre une mauvaise action. En ce qui me concerne, je donne à mon départ le sens d'une désertion et souhaiterais que cet acte soit suivi par d'autres camarades.

Il serait tout à fait « possible » d'organiser des réseaux de soutien (comme ceux de F. Jeanson pendant la guerre d'Algérie) pour ceux qui choisissent cette voie, qui n'est pas dépourvue de risques, ce qui en accroît d'ailleurs la signification.

Pourquoi ne pas propager ces idées par voies d'affiches et de tracts distribués à la sortie des facultés, et surtout des usines ? On pourrait organiser des départs massifs, précédés de fanfares, pour que cela se fasse dans la joie, dans la fête.

Ainsi cet acte, plus ou moins clandestin actuellement, atteindrait des dimensions exemplaires.

Quel moyen le plus efficace pour mettre à bas le capitalisme ? Faute d'esclaves, les usines s'arrêteraient ! Je sais que certains trouveront cela utopique, pour ne pas dire « farfelu » ! En fait, le camarade qui fout le camp n'est pas plus farfelu que le déserteur qui refusait de servir le colonialisme durant la guerre d'Algérie.

Evidemment, cela ne fait pas partie des formes de luttes prévues par les syndicats et les organisations bureaucratiques de tous poils : J.C.R., P.C.M.L.F., J.C.M.L.F., Ligue communiste, L.O., V.O., A.J.S., Rouge, etc... Est-ce une raison pour la refuser à priori ?

J'aimerais savoir ce que vous en pensez car vous avez sûrement une opinion sur la question.

Il serait très important que les autres camarades qui sont complètement paumés au milieu des slogans plus ou moins foireux, émis par les organisations citées plus haut, de connaître la prise de position d'I.C.O. face à ce problème qui est à mon avis de la plus haute importance.

DE COTE D'IVOIRE :

« La saison des pluies terminées, les nuits enfin vivables arrivées, je trouve le courage de t'écrire. Ici boulot-



vélo-dodo... Des coopérants racistes qui viennent chercher du C.F.A., des cons de fonctionnaires noirs qui copient nos fonctionnaires français, des pauvres types qui encaissent les coups de pied au cul en priant à la fois Jésus, Allah, et les dieux africains. Seuls les gosses sont bien. Beaucoup plus spontanés que les gosses français. La famille africaine, avec son père jamais là, et ses 2 ou 3 mères camarades, semble beaucoup moins contraignante que la famille française. S'ils n'avaient pas faim et si l'école n'existait pas, ils seraient presque heureux. Le boulot ici est deux fois plus dégueulasse qu'en France, et chaque jour, je me rends compte un peu plus à quel point la Coopé est quelque chose qui tourne vraiment rond, qui est vachement efficace pour défendre les intérêts français en Côte d'Ivoire. A K..., il y a au moins quatre pays qui se disputent le droit d'exploitation du pays : la France et ses coopérants, les U.S.A. et la Hollande, qui cherchent à vendre leurs produits grâce aux boy scouts des Volontaires du Progrès, et l'Allemagne qui envoie des ingénieurs riziculteurs pour utiliser ses tracteurs made in Germany. Il y a quelques chinois de Formose, mais ils font tous de la dépression nerveuse à cause de l'inertie du paysan ivoirien. Ce qui peut sauver le noir, c'est sa paresse. Ce n'est pas une légende, il n'aime vraiment pas le travail, et ne pense qu'à la fête, en attendant la Grande Fête. Ici, c'est la grève générale toute l'année, car le noir a le saint raisonnement suivant : « Pour quoi me casser le cul pour ces cons de touabous (blancs en dioula) puisque de toutes façons, ils feront le travail eux-mêmes... » (on est coupé de tout : pas de radio, pas de journaux.)

#### DE ZAMBIE :

« L'exploitation dans les usines, aussi présente ici que partout ailleurs. La saison des pluies. La richesse du cuivre. Et la possibilité de la pauvreté ».

#### DU CANADA :

« Voici ce que j'ai cru comprendre, observer, lire :

1) Le Québec est une province de gens anciennement colonisés.

2) La conscience actuelle qui tend à se développer est une conscience nationaliste (langue française, économie québécoise, indépendance).

3) Le travailleur affronte d'abord une atteinte à sa propre civilisation : il est obligé de parler l'anglais sur le lieu de travail (mine, magasin, bureau), à Montréal, et en Albitibi (zone minière), dans les cantons de l'Est, etc..., et ceci dans une proportion difficile à évaluer (40 à 60 %) car 80 à 90 % des capitaux sont contrôlés par des anglophones (capitalisme international, des U.S.A. surtout, mais peu importe) exemple : 95 % des mines sont non québécoises. Situation exacte des pays sous-développés exportant leurs richesses naturelles à l'état brut ou semi-raffiné.

4) Les salaires, conditions de travail, liberté syndicale et politique varient entre des extrêmes. Le travailleur québécois est isolé, non ou mal syndiqué, sauf dans les ministères, hôpitaux, enseignement I et II.

5) Le travailleur subalterne québécois est endetté (maison, voiture, etc...) ; de même en province. Le standing est élevé extérieurement (logement + voiture + confort + salle de bains + TV, etc...) mais les budgets sont extrêmement limités pour le reste, c'est-à-dire nourriture (absence de goût assez générale, ils te citent comme plats québécois hamburger, hot dogs, spaghetti...) - distractions (cinéma, etc...) - ameublement de bon goût, livres, etc... - l'hospitalité (jamais encore invité dans une famille prolétaire).

La sollicitation pour la consommation est ici à son maximum (TV, radio, affiches, rabais, prospectus, remarques des voisins, des collègues, etc...). Exemple : Achetez la machine Untel, vous « sauvez » 100 \$.

6) Pays sous-développé : administrateurs plus forts que cadres qualifiés d'où conséquences désastreuses (constructions d'autoroutes sur zones à éboulement régulier) mais quelques très fortes personnalités.

Voilà pour les choses négatives. Le positif : langue française, travail intéressant, recherche, amis, espace, esprit pionnier, peu de flics, pas d'étouffement : tout ça c'est personnel.

#### D'UN CAMARADE DE TOULON :

(qui est prié de communiquer son adresse - non mentionnée dans sa lettre - pour que nous puissions lui adresser ce qu'il demande)

« Je ne suis certes pas d'accord avec la critique que vous formulez à l'égard de l'I.S. L'I.S. n'est pas, mais alors absolument pas, et se défend bien d'être une avant garde des masses au sens léniniste (intellectuels transfuges de la bourgeoisie). Elle offre un modèle (ce qui est tout à fait différent) de cohérence révolutionnaire (l'exemple de son organisation, le fait de traiter les ennemis en ennemis, car le moindre compromis ou mensonge entraîne inévitablement une nouvelle séparation et l'incohérence, etc...). Si ses membres essaient d'avoir entre eux des rapports différents de ceux de la société qu'ils combattent, c'est qu'ils pensent qu'on ne peut combattre l'aliénation sous des formes aliénées (ils ont évidemment raison). L'I.S. pense bien que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les ouvriers doivent devenir *dialecticiens*, c'est-à-dire inscrire leur pensée dans la pratique. Elle insiste d'autre part sur l'autonomie des groupes et des individus avec lesquels elle accepte d'avoir des rapports. On cherche bien les règles imposées d'un comportement révolutionnaire. Ce n'est pas l'I.S. mais bien le mouvement radical qui monte qui exige qu'on liquide tous les petits mensonges, tous les compromis (pas d'unité tactique s'il n'y a pas d'unité organique, etc...) qui exige un comportement révolutionnaire cohérent.

#### D'UN CAMARADE DU LOT-ET-GARONNE :

En réponse à la lettre du camarade français actuellement en Suède (I.C.O. - déc. 69, p. 27-28).

Je suis d'accord avec cette lettre, mais je pense que l'internationalisme (ou du moins ce que recouvre ce mot si galvaudé) n'a que rarement été un facteur d'émancipation pour l'ensemble des travailleurs. L'internationalisme reconnaît toujours le fait national, les internationalistes s'expriment au moyen de langues nationales, qui, pour la plupart, sont le véhicule de l'esprit chauvin dont parle le camarade de Suède. Apprendre la langue du pays où l'on se trouve ne suffit pas. Un exemple : ce sont souvent les français de fraîche date qui se montrent les plus chauvins à propos de leur patrie d'adoption.

Non, je crois que l'internationalisme lui-même a fait faillite et qu'il faut lui substituer une notion vraiment révolutionnaire : l'anationalisme, qui passe en effet par la pratique régulière d'une langue *anationale* comme l'Esperanto dans les rencontres des travailleurs.

C'est d'ailleurs grâce à un copain espérantiste que j'ai découvert l'I.C.O. A mon tour je suis prêt à organiser un cours par correspondance (gratuit évidemment) pour aider les copains d'I.C.O. qui voudraient apprendre et pratiquer l'Esperanto. »



D'UN CAMARADE D'ARGENTEUIL :

« Enfin, bien qu'il y ait ici décalage dans le temps, je signale à l'attention du pontife qui écrit dans « réponses à ces camarades », p. 20, I.C.O. déc. 69 :

« le décalage dans le temps, s'il fait perdre tout intérêt à une formation, est la meilleure critique qui puisse être faite à celui qui l'a transmise »,  
que c'est un CON ».

D'UN CAMARADE DU NORD :

« D'autre part, il est une information parue dans un journal régional du Nord, « Nord-Matin », qu'il faut que je vous communique (et il serait intéressant que le plus grand nombre de camarades puisse le lire) car elle définit clairement quel est le rôle actuellement de la Presse, et par conséquent les mesures à prendre à l'égard de tous ses représentants lors de manifs, meetings, ou autres.

Voici cette information, paragraphe d'un article donnant certaines informations sur la situation en Italie :

« La TV suisse au service de la police italienne » (titre du paragraphe) : signalons encore que le film réalisé par les opérateurs de la télévision suisse, sur les échafaudées qui éclatèrent à Milan, il y a huit jours, permettra peut-être de découvrir l'extrémiste qui, d'un coup de barre, tua un agent de police au volant d'une jeep.

C'est du moins l'espoir que conserve le magistrat instructeur qui a quitté Milan à destination de Zurich pour examiner le film.

Les enquêteurs ont recueilli plusieurs témoignages qui permettraient d'identifier le responsable de la mort de l'agent de police. Un signalement assez précis, semble-t-il, du suspect, a été fourni à la police et au magistrat instructeur qui, avant de délivrer un mandat d'arrêt, désire contrôler le film de la télévision suisse tourné au moment des incidents ».

DE QUELQUES CAMARADES DE LA DROME :

### Censure et Manipulation

Voici le texte intégral d'un tract diffusé dans notre ville et que certains enseignants eurent l'audace de faire répandre par leurs enfants dans certains lycées :

RECTO : Le film « les bérets verts » doit être retiré ou interdit à Valence.

Ce que sont ces « bérets verts » américains ? Des forces spéciales entraînées aux crimes et aux tortures - aujourd'hui au Viet-Nam - demain peut-être ailleurs - au nom d'une soi-disant « liberté ».

Ce que souhaitent les auteurs de ce film ? Lutter par ces basses méthodes contre l'immense courant de sympathie dont jouissent (sic !) en France les héroïques combattants et tout le peuple vietnamien et tenter de justifier aux yeux de l'opinion l'agression la plus atroce que les militaires U.S. mènent dans ce pays.

Rien, ni personne ne peut justifier les bombes à billes, le napalm, les produits chimiques, les tortures, les hôpitaux et les écoles détruits, rien ni personne ne peut justifier le génocide au Vietnam - personne sauf les fascistes.

Malgré l'intervention de plusieurs organisations signées, ce film fasciste n'a pas été retiré de l'écran, n'a pas été interdit. Nous considérons cette projection comme une insulte directe aux représentants de la République du Nord-Vietnam et du Gouvernement provisoire du Sud-Vietnam (F.N.L.) à Paris - comme l'apologie du crime et du racisme.

Nous réaffirmons notre amitié et notre solidarité envers le peuple vietnamien.

Nous approuvons les manifestations courageuses du peuple américain et souhaitons que le 15 octobre soit une date dans la lutte contre la guerre au Vietnam.

Nous vous demandons de soutenir notre action en exigeant le retrait immédiat de ce film comme à Paris, à Lyon, à Grenoble, à Sète, à Nice...

Venez nombreux manifester contre « les bérets verts ».

Organisations signataires :

- Comité d'Action pour le Vietnam
- Parti Communiste Français
- Mouvement de la Paix
- Centre des Jeunes C.G.T.
- Union des Femmes Françaises
- Union départementale C.G.T.

VERSO : 20 h 15 précises - Mercredi 15 octobre

Manifestation pour le retrait ou l'interdiction du film « les bérets verts ».

Tous devant le cinéma « Le Paris »

20 h. 15 - Mercredi 15 octobre.

Disons tout de suite que les spectateurs assistèrent nombreux à la projection de ce film (qui resta à l'affiche 3 semaines), beaucoup plus, sans doute, qu'un tel navet (la critique est unanime) n'en eut attiré sans cette propagande ; ce qui, à soi seul, devrait amener les manifestants à se poser des questions sur la portée psychologique de leur action.

Je ne m'apesanteirai pas sur les jérémiades sentimentales telles que « ...cette projection... insulte aux représentants... », elles ne constituent que l'illustration d'un *aveu d'incapacité*, voire d'un *refus*, d'analyse d'une situation politique.

En ce qui me concerne, je n'ai pas assisté à la projection du film, car, ainsi que les rédacteurs du tract, je pense qu'il est « une apologie du crime et du racisme » (je me refuse d'ailleurs, à voir tout film de guerre) ; mais, cela étant dit, je crois qu'il faut aller plus loin et examiner le sens profond de la manifestation.

*Il est trop facile*, en effet, de glisser sur les problèmes, d'en considérer seulement la surface, l'aspect immédiat.

*Il est trop facile* de ne s'émouvoir du militantisme et de ses crimes que lorsqu'ils concernent l'action des U. S.A. au Vietnam, et de feindre d'ignorer que chaque 1er mai sert de prétexte à l'exhibition d'engins d'apocalypse sur la Place Rouge.

*Il est trop facile d'ignorer*, en France

- la fabrication massive d'avions et autres engins de guerre,
- la mission essentielle de nos centrales atomiques qui est de produire la matière fissile de nos bombettes-suicide,
- alors que l'on continue d'emprisonner des acteurs de conscience.

*Il est trop facile* de fermer les yeux sur l'armement démentiel des pays arabes et de se boucher les oreilles lorsque Nasser promet « une mer de sang » (j'étouffe dans l'œuf la critique en précisant que l'Etat d'Israël, je dis bien l'Etat, est digne d'être mis dans le même sac).

*Il est trop facile* de désapprouver du bout des lèvres aux débuts et d'applaudir aux résultats de l'occupation de la Tchécoslovaquie par la « Glorieuse Armée Rouge ». Le problème du NATIONALISME, de l'IMPERIALISME et, partant, du BELLICISME et du MILITARISME, est le



MEME PARTOUT.

Tous les états ont la responsabilité des Song-My, des Oradour, des Biafra, des Kurdistan, des Hongrie et autres Tchécoslovaquie ; il est donc logiquement inadmissible et politiquement malhonnête de charger une seule nation, fut-elle aussi fautive que les U.S.A., de tout le poids de la férocité des Etats et de leurs armées.

Quant au racisme, comme le militarisme, il trouve son expression et sa propagande dans de si nombreux films, livres et illustrés pour adultes et pour enfants (hélas !), que « les bérets verts » ne représentent qu'une infime parcelle du contexte politico-culturel où nous évoluons et que certains ne semblent pas percevoir.

Mais, en admettant que les rédacteurs du tract aient raison, entièrement raison ;

*est-il possible qu'ils osent exiger l'interdiction du film ?*

J'ai encore à l'oreille les quolibets et la fureur qui ont accueilli la censure du film « le vicaire », mettant en évidence la collusion de l'Eglise et du 3ème Reich. Je me souviens du tollé qui s'éleva lorsque le bien-pensant secrétaire d'état Y. Bourges interdit le film « la religieuse », tiré de l'œuvre de Diderot. J'ai si souvent entendu protester, avec raison, contre la saisie de tel ou tel journal (même avant l'avènement de la 5ème république, précisons-le). J'ai crié moi aussi : « Libérez l'O.R.T.F. ! »

*Comment, après avoir critiqué et condamné la censure, peut-on la réclamer ?*

— ou les censeurs de Valence manquent de logique et il est difficile de leur faire grief de cette infirmité,

— ou ils n'ont, jusqu'ici, vilipendé la censure que parce qu'elle les frappait ou dans le but de démagogie oppositionnelle et ils montrent, par cette revendication effarante, un machiavélisme inquiétant.

*Comment un homme de bonne foi peut-il faire une différence entre les censures ?*

Quelle est la bonne ? Quelle est la mauvaise ?

- celle des Madrid de Federico Garcia Lorca,
- celle des Athènes de Mikis Theodorakis,
- celle de Paris de « La Religieuse »,
- celle de Moscou de Siniavsky, Daniel, Soljenitsyne...
- celle de Pragues où un journal est condamné pour avoir donné en définition de mots croisés : « héros national » pour Jean Palach ?

*Toutes participent du même esprit : celui de l'état-machine qui ne tolère pas la moindre pensée - grain de sable dans ses rouages.*

Au cas où certaines des organisations signataires du tract se réclameraient du marxisme-léninisme, je crois utile de leur offrir un rafraichissant retour aux sources :

- « Nul ne combat la liberté, il combat tout au plus la liberté des autres. Toute espèce de liberté a toujours existé, seulement tantôt comme privilège particulier, tantôt comme droit général.
- « Il ne s'agit pas de savoir si la liberté de la presse est

« le privilège de quelques individus ou le privilège de l'esprit humain.

« Il s'agit de savoir si ce qui est un tort pour les uns, peut être un droit pour les autres. »

Karl Marx (Remarques sur la censure prussienne - 1842)

Il semble, si du moins je me réfère aux motivations énoncées par le tract, que les manifestations de Valence aient voulu (et cru) sincèrement lutter pour la libération et l'émancipation du peuple Vietnamien ; or, leur élan a été détourné de son but véritable et orienté vers la négation de l'émancipation : la censure.

Si nous luttons pour une société autre, nous le faisons pour détruire les entraves de la liberté, non pour en créer de nouvelles.

D'ailleurs, qui désire vraiment le socialisme, doit lutter contre ce qui s'oppose à la liberté, à l'émancipation des peuples, partout, certes, mais d'abord et surtout là où il a prise sur ces oppositions, c'est-à-dire dans son propre pays.

Pour un militant révolutionnaire, le vrai problème s'énonce ainsi :

« Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

« Lorsque l'antagonisme des classes à l'intérieur des nations aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra. »

K. Marx et F. Engels  
(Le Manifeste Communiste de 1847)

« L'ennemi est dans notre pays »

Karl Liebknecht

« ...toutes les grandes phrases pacifistes bourgeoises et pacifistes socialistes contre le militarisme et les guerres, qui ne reconnaissent ni cet objectif (la transformation socialiste du pays) ni les moyens révolutionnaires de l'atteindre, sont des illusions ou des mensonges ne pouvant avoir pour résultat que de détourner la classe ouvrière de toute lutte sérieuse contre les fondements du capitalisme ».

Lénine  
(Œuvres complètes, Tome 23, p. 165)

La lecture de telles sentences se passe de commentaires. Il s'agit donc d'une inexcusable fuite en avant que de scander des slogans contre un pays lointain en s'ingéniant à le travestir en ennemi de la classe insaisissable et symbolique alors que l'on est impuissant, voire inactif, voire même complice objectif, devant l'ennemi de classe proche et concret.

Que les camarades dont la bonne foi a été abusée relisent Marx s'ils ont vraiment besoin d'un maître à penser, qu'ils ne gaspillent pas leurs enthousiasmes dans des actions vouées à l'échec, conduisant le peuple au découragement, à l'incompréhension, à l'acceptation de la censure et hypothéquant l'avenir, et surtout, qu'ils se souviennent que le socialisme, s'il est authentique, ne saurait venir ni des moutons de Panurge ni des Tartuffes.

## LE SABOTAGE

Ré-édition de la brochure de Emile Pouget écrite il y a une soixantaine d'années. Exemplaires gratuits disponibles en nombre : adresser une enveloppe (18 x 13 cm) timbrée à 70 cts à I.C.O.



# PUBLICATIONS

Sous ce titre, tu trouveras :

- 1 --- l'annonce de textes publiés séparément par des groupes participant à I.C.O
- 2 --- Le rappel de publications antérieures disponibles.
- 3 --- Un relevé des publications échangées ou de celles qui auront pu intéresser des camarades accompagnées parfois de notes critiques.

**LA CRITIQUE** : Ce qui est dit ici n'est que l'opinion d'un ou plusieurs camarades. Si tu n'es pas d'accord ou si tu as lu quelque chose d'intéressant non mentionné ici, tu dois l'écrire car cela peut nous intéresser tous.

**LA DOCUMENTATION** : Pour une discussion, pour un article, tu as réuni des textes, des articles de journaux, des livres ? Pourquoi ne pas en publier la liste ? D'autres camarades la compléteront et cela pourra servir à tous.

**L'ECHANGE** : Seul ou en groupe, vous avez publié des textes, des tracts, touchant le mouvement ouvrier, ou une lutte particulière. Signale-le nous : ou on le mentionne avec nom et adresse, ou tu nous en envoies suffisamment pour satisfaire les demandes.

## I. - Textes publiés depuis décembre 69 :

— L'OPPOSITION OUVRIERE (Alexandra Kollontai - première brochure éditée par des camarades de Strasbourg, d'une collection intitulée « les cahiers de Goulaï Polié » (2, rue du Puits, à Strasbourg) 3 F. Ce texte re produit celui paru sous le même titre dans Socialisme ou Barbarie (n° 35, janvier-mars 1964) et des notes parues dans la traduction anglaise de ce texte publié par Solidarity. (Pourquoi ne pas y avoir joint un commentaire de 6 pages parues dans le numéro suivant de Socialisme ou Barbarie (n° 36), dont cette seule phrase met les choses au point : « ... Face à l'épreuve, c'est-à-dire Cronstadt, l'opposition eut les réflexes du parti : Tuez-les comme des lapins »).

— HALTE A L'IMPERIALISME FRANÇAIS AU TCHAD brochure dont la conclusion est « Affirmons la réalité de la lutte de classes dans le combat des objecteurs de conscience militant » - Groupe de soutien à Martinez « objecteur politique ». Correspondance et soutien financier à Geneviève Fagola c/o Martinez - 37, rue Auzonne - 33 Bordeaux - C.C.P. 1354-45 Bordeaux.

— NOIR ET ROUGE : n° 45 - Cahiers d'Etudes anarchistes, nov. déc. 1969 - Lagant - B.P. 113, Paris 18ème

— IRLANDE - Syndicats et luttes ouvrières - Syndicalisme enseignant - Encore mai 68, pourquoi pas - (2 F).

— DEFENSE ACTIVE (Bulletin mensuel de la Permanence) 73, rue Buffon - Paris 5ème (voir I.C.O. n° 88) numéro 1 décembre 69 (0,50) - textes, adresses, conseils, récits d'expériences de l'appareil répressif.

— BULLETIN DE L'A.E.I.S. (n° 3 - Perier - B.P. 11-47 - 76 Le Havre) - Ce numéro contient un tract de 24 profs - un texte sur les B.A.P.U. déjà ancien - Un texte sur les conseils ouvriers - Une autobiographie du groupe des vandalistes - Un texte sur le pourrissement des pseudogroupes - La suite de Document Préhistorique - Une bande dessinée d'un nouveau type - Divers textes ou tracts et de la correspondance.

— ARCHINOIR (Francoz - 29, rue des Chaps-Elysées - 38 Grenoble - C.C.P. 2367-90 Lyon) sommaire du n° 2 : Introduction - Sur l'action révolutionnaire et les intellectuels - sur les comités d'action, le désir et l'amour - Gauchisme de service et action directe - A partir de notre merde - Rôle de la théorie - Sur un peu d'activisme à Langues orientales - Notes sur le langage et Antonin Artaud - Correspondance - Bakounine : ouvriers et paysans - Le détournement des murs.

— CAHIERS DE MAI (n° 16) 72, rue du Château d'Eau Paris 10ème - Paysans, le ministre aux champs - Grève (C.S.F. Brest, Saclay, Caen, St-Etienne du Rouvray, Re-

nault Cléon) - Histoire du mouvement ouvrier (la Vie Ouvrière, la Régie Renault) dans le monde (résistance palestinienne, Tchad) - Exploitation de l'homme - Logement - Santé - Justice.

— ITALIE : L'organisation de l'autonomie ouvrière est un crime - tract diffusé à l'occasion de meetings organisés à Paris à la suite de la condamnation du directeur de Potere Operaio, à 17 mois de prison ferme pour « apologie du crime et instigation à la subversion ».

— REVOLUTION INTERNATIONALE (G. Ciné - B.P. 183 31 Toulouse 01) - Grèves sauvages et syndicats - Luttes et organisations de classe - Du rôle des révolutionnaire - Relations entre organisations de la classe et organisations des révolutionnaires - Correction du point n° 7 de la déclaration de principes - Note sur le mouvement étudiant en général ... (texte publié dans I.C.O. n° 87, nov. 1969) et critiques de ce texte - Petite mise au point au sujet du n° 12 de l'I.S.

— LA COMMUNE DE CRONSTADT (recueil de documents comprenant la traduction intégrale des Isvetsians de Cronstadt - 9 F) Belibaste, 25, rue des Boulangers - Paris 5ème.

— LE SABOTAGE - Emile Pouget - réédition - Quelques jalons historiques - La marchandise « travail » - Morale de classe - Les procédés de sabotage - L'obstructionnisme - Conclusion (s'adresser à I.C.O.).

— RENCONTRE INTERNATIONALE, JUILLET 1969 (envoi contre 2 F) supplément au n° 89, janvier 1970 - Introductions - Textes diffusés - Compte rendu des débats (Portugal, Belgique, Hollande, France, Italie, U.S.A.) - Les groupes et la lutte de classe - Perspectives actuelles du capitalisme - Liaisons internationales - D'autres contributions (ce numéro est hors abonnement et n'est envoyé que sur demande).

## II - Brochures et numéros anciens disponibles ou demandés

Brochures Disponibles :

— LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE - Mai-Juin - (2,50 F).

Sommaire : il s'est passé quelque chose - la société capitaliste - le mouvement étudiant - le mouvement ouvrier - participation et réforme des structures - l'organisation de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes - annexe : cinq thèses sur la lutte de classe.

— PANNEKOEK ET LES CONSEIS OUVRIERS (voir ICO n° 88) - livre de Serge Bricianer - Editions E.D.I. - Paris



Les camarades d'I.C.O. qui désirent cet ouvrage peuvent se le procurer à des conditions avantageuses en nous écrivant.

— L'EXPERIENCE DES COMITES DE BASE EN ITALIE Pirelli 1968 - FIAT 1969 - A.G.E.G., 16, rue de la Poste, 38 Grenoble - Par exemplaire 5 F par mandat lettre.

— POUR UNE CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE : recueil de tracts publiés entre juin 68 et octobre 69 « dont chacun vise plus particulièrement un aspect de la vie quotidienne » précédés d'une page de présentation — B. Pécheur, Poste restante, 7, Bd Jean-Jaurès, 92 Boulogne.

— LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F) : Que s'est-il passé à Amsterdam en 1965 - le manifeste des Provos - une discussion sur les provos.

— LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE (1918-1935) (1 F) : Exposé, analyse et discussion.

— LA LUTTE DE CLASSES AU PORTUGAL (Cader nos de circunstancia) ce texte est la reproduction du texte diffusé par des camarades portugais à la rencontre de Bruxelles (s'adresser à I.C.O.)

— THESES SUR LA REVOLUTION CHINOISE (Cajo Brendel) Numéro spécial des Cahiers du Communisme de Conseils - n° 4 - juillet 1969.

— REPONSE A LENINE (réimpression) (4 F)

— L'AUTOGESTION, L'ETAT ET LA REVOLUTION (brochu de Noir et Rouge - 2,50 - C.C.P. Claris 20020-93 Paris ou à I.C.O.)

en italien :

— IL PROCESSO DI EMILIO HENRY (L Galleani) (Gioventà Anarchica di Savona Casella postale 22 Savona, ou à I.C.O.)

— ATTIVITA INFORMAZIONI ANARCHICHE (bulletin du même groupe)

— PROPOSTE DI DISCUSSIONE del Gruppo di Torino Potere Operaio (demande à I.C.O.)

Numéros d'I.C.O. disponibles :

1966 : 50-51-52 - 1967 : 62 - 1968 - 75-76 - 1969 : 77-80-81-82-83-84- (rencontre nationale) 85-86-87-88.

Des camarades demandent

— les numéros d'I.C.O. : tous les numéros antérieurs à 1966 et 49, 65, 70, 71, 72, (plusieurs numéros de chaque).

— les brochures : La Russie et Nantes St-Nazaire (supplément à I.C.O.).

— Hongrie 56 : documents sur les conseils ouvriers, publiés par des camarades de Lyon.

— un exemplaire du texte « De la misère en milieu lycéen ».

— La Rage au ventre : plusieurs camarades demandent ce texte qui est épuisé sans espoir de retour. Ceux qui en détiennent des exemplaires peuvent-ils les renvoyer ou bien prendre l'initiative d'un nouveau tirage ?

— POLITISEZ VOTRE SEXE : plusieurs numéros.

— Une collection de l'INTERNATIONALE SITUATIONISTE : 1 à 10 inclus.

*Si tu as en double de vieux numéros ou des brochures, ou que tu jettes ce bulletin après l'avoir lu, renvoie nous les, nous en avons l'utilisation : cela ne coûte que 7 centimes.*

### III - Publications reçues

en français

— AUTOGESTION (études, débats, documents) cahier 9-10, sept.-déc. 69 - Editions Anthropos, 15, rue Racine, Paris 6ème (15 F) - Dans ce numéro, dans les « chroniques de l'autogestion », un texte sur « I.C.O. et l'autogestion » que nous publierons intégralement dans un prochain supplément à I.C.O. ronéoté.

— HERYTHEM (45, rue Bonaparte, Paris 6ème) - Critique politique de la vie quotidienne - « Le Monde » à la

lettre (critique du journal) (6 F).

— LES CAHIERS DE L'AIRE (2, rue du Sénéchal, 30 Uzès) n° 1 - « Ligue ? Groupuscule ? Chapelle ? Ouverte en tous cas aux vents salubres, à l'exposé de points de vue contradictoires auquel la marge peut apporter un contrepoint... Ont été ainsi contactés, enseignants, éducateurs, médecins, psychologues, travailleurs sociaux, sans que cette liste soit limitative avec l'invite de participer à l'œuvre commune... (6 F).

— URBANISER LA LUTTE DE CLASSE (Utopie, B.P. 141-06, Paris, 4 F) - « Urbaniser veut dire rendre les luttes correctes, propres, conformes à la coexistence pacifique et idéologique en installant un règle du jeu... »

— LE SEMEUR (45, rue Bonaparte, Paris 6ème) - Sous ce titre un groupe publie un ensemble de textes disparates se voulant « critique de l'idéologie ». Une partie des camarades de ce groupe a participé autrefois à I.C.O. (jusqu'à fin 67). Un texte intitulé « des camarades discutent », exprimant leurs positions d'alors, avait été publié dans le n° 60, mai 67, d'I.C.O. Leur départ d'I.C.O. se fit à la suite de débats difficiles auxquels l'Internationale Situationniste n° 12, p. 92, fait une référence inexacte sous le titre « Pourquoi I.C.O. ment ? » (4 F) - (Pour les cinq revues ci-dessus, les camarades qui seraient tentés par une critique, peuvent toujours l'envoyer pour publication).

— POUR L'ORGANISATION DU POUVOIR DES CONSEILS DE TRAVAILLEURS n° 1 - C'est signé « La colonne L » ; il n'y a aucune adresse ; on n'en a reçu que quelques exemplaires. L'objectif de la colonne est :

- se donner les moyens d'agir en tant que telle contre le régime capitaliste et contre les organisations bureaucratiques qui constituent un frein au développement de la lutte de classes.

- se donner les moyens d'agir au sein des mouvements de masse afin de leur donner une orientation radicale ; Ce premier numéro se veut pour une clarification des idées et des positions : I Capitalisme privé et copitalisme d'état, II idéologie et lutte de classes, III les groupes révolutionnaires, IV l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, V nécessité de la cohérence, VI le faux dilemme : organisation ou parti - Définition minimum d'une organisation révolutionnaire (reprise de l'I.S. n° II, 1967).

— LA VOIE n° 28, décembre 69 - B.P. 21 Lagny 77 - Pôle politique et comités autonomes - Ho Chi Minh et la révolution vietnamienne (1 F) (nous reviendrons sur le premier article à propos d'une critique des Cahiers de Mai).

— LUTTE DE CLASSE pour le pouvoir des travailleurs (janvier 70) - Luttés ouvrières en Italie - Progrès social 70 - Paternalisme à la japonaise (Michel Dauphin, 4, rue Clavel, 75 Paris 19ème).

— LE PARI n° 1 (Assemblée de Comité d'Action, de Comité de base de la région parisienne) - Tract trilingue (français, arabe, portugais) - Non au capitalisme assassin - A bas les nouveaux négriers - Sur l'occupation du C.N.P.F. et l'action à Ivry.

— COURRIER MILITANT (80, quai de la Rapée, Paris 12ème) - Bulletin de l'Association des Cahiers de Mai - n° 1, janvier 70 (1 F). Nous pensons consacrer une étude à cette tentative d'organisation, par certains côtés proche d'I.C.O., par d'autres pour la formation d'un nouveau parti ou syndicat. Inévitablement, ce bulletin abordera les problèmes théoriques débattus ici même.

— ROUGE (n° 37 à 42) B.P. 201 Paris 19ème - Sclay en lutte . le film des événements - A bas la médecine de profit - Partis et syndicats. — (n° 43 à 46) Informations et appel au soutien pour la libération de jeunes du contingent emprisonnés, au secret, depuis le 20 octobre,



- pour avoir été détenteurs d'un journal et d'un tract appelant les soldats à se solidariser avec les luttes ouvrières
- LUTTE DE CLASSE (octobre, novembre et décembre 69) GLAT Dauphin, 4, rue Clavel, Paris 19ème - Du regroupement à l'organisation révolutionnaire - Les luttes actuelles - Passez la monnaie - Les syndicats trahissent - Utopie réformiste et réalisme ouvrier.
  - LUTTE OUVRIERE (n° 61 à 67) Rodinson, 54, rue M. le Prince, Paris 5ème - La petite guerre de la C.G.T., du patronat et du gouvernement. — (n° 69 à 72) art. sur : Contrat de progrès E.D.F. - Nouvelle société et réalité - Conditions de logement des travailleurs immigrés - Intervention française au Tchad - Répression contre les Panthères Noires aux U.S.A. - Vietnam - Moyen-Orient.
  - MONDE LIBERTAIRE (n° 155) 3, rue Ternaux, Paris - La rentrée universitaire, 2 exemples : Vincennes et fac de sciences Paris. — (n° 156) « En marge des mini-ma-
  - TORNADE ROUGE : supplément à Rouge n° 37 - spécial rentrée universitaire.
  - LE PROLETAIRE (n° 70 et 71) B.P. 375 Marseille Colbert et PROGRAMME COMMUNISTE (n° 46) - il n'y a pas de solution de rechange à la lutte de classes - parti et organisations de classe dans la tradition de la gauche communiste.
  - SYNDICAT DE CLASSE (n° 4 et 5) supplément au Proletaire - Les leçons des dernières luttes.
  - FEUILLE ANARCHISTE (n°11) Finster, 122, avenue de Choisy, Paris 13ème.  
nif : P.S.U.-U.N.E.F. sur orbite ».
  - ECOLE EMANCIPEE (n° 4 à 7) Larvor, 12, rue A. le Braz - 22 St-Brieuc. — (n° 8) Luttes universitaires - Sainte hiérarchie.
  - PERSPECTIVES SYNDICALISTES (n° 54-55) 8, place Bonsergent, Paris 10ème - n° 54 sous forme de brochure : « pour bâtir le socialisme, une seule solution - le socialisme et l'économie distributive » - brochure 2 F, C.C.P. 21.175-72 Paris. — (n° 56) Avec le spontanéisme, le nihilisme ressuscite ! et cela conduit au fascisme - pour son congrès national, la C.F.D.T. cherche à définir une nouvelle civilisation.
  - BULLETIN DE L'A.E.I.S. (n° 3) (association d'étude et d'intervention sociologique) Perier B.P. 11-47 Le Havre 76 - Un texte sur les conseils ouvriers.
  - POUVOIR OUVRIER (n° 99) 22, rue Léopold Bellan, Paris 2ème.
  - LA MECHE (n° 2) B.P. 3020, 31 Toulouse.
  - ANARCHO SYNDICALISME (n° 91) Métivier, 79 St-Léger-les-Melle - Chronique sauvage - Court récapitulatif des informations sur les grèves en France. — (n° 92) Raynal, 12, rue Béchade, Chef-Boutonne, 79 - Revendication ou action directe.
  - REVOLUTION PROLETARIENNE : 21, rue Jean-Robert, Paris 18ème - La vraie C.G.T. est morte - Le 37ème congrès de la C.G.T. aura donné naissance à une autre C.G.T.... nouvelle codification qui consacre l'institution d'une autre C.G.T. que celle qui fut celle de tous les travailleurs. — (n° 254) Syndicalisme et conseils ouvriers.
  - INTER ACTION : B.P. 29 Aix-en-Provence (voir ICO n° 88, page 10).
  - ACTION (n° 4 et 5) Bulletin du mouvement communiste libertaire - Desmars Michel, 2, rue Allée de Chevigny Tours - numéro spécial sur la grève des cheminots.
  - ANALYSE ET DOCUMENTS (n° 178 et 179) 29, rue Descartes, Paris 5ème - Syndicalisme : concertation syndicats gouvernement dans la fonction publique. — (n° 180) Le 7ème congrès de la F.S.M.
  - PEUPLE BRETON (n° 73) B.P. 173, Rennes. — (n° 74) Lutte de la Thomson C.S.F. de Brest.
  - VOIE DE LA PAIX (n° 203 et 204) Bauchet, B.P. 20, Villers-sur-Mer.
  - UNION PACIFISTE (n° 39-40) Gauchon, groupe P. Langevin, 78 Trappes.
  - ESPRIT LIBRE (n° 53) 7, rue Boucicaut, Paris 15ème.
  - BRULOT (n° 61 et 62) Dassonville, 30 b, rue Molière, 93 Bagnolet.
  - ANARCHISME ET NON VIOLENCE : Bernard, 22, allée de la Fontaine, 93 Le Raincy, édite avec CIRA de Lausanne une brochure : « Pour l'anarchisme » de Nicolas Walter, 2 F. - C.C.P. Marcel Viaud 2298-84 Marseille
  - CAHIERS DES AMIS DE HAN RYNER (n° 95) 3, allée du Château - 93 Pavillons-sous-Bois.
  - L'IDIOT INTERNATIONAL (2, rue Vauvilliers, Paris 1er) : encore un nouveau venu lancé à grand renfort de publicité, dans la lignée du Point ou de Front (voir I.C.O. n° 87 et 88), celui-ci se veut « mensuel international »... « son registre est européen »... « Ce journal prend ses risques » (au moins un sûrement qui est financier, vu la dimension et la campagne de lancement). Quant à son orientation, ce premier numéro ne permet guère de juger que de sa faiblesse et de préjuger de ses frontières données par une revue des journaux « gauchistes » en France qui va de « Informations Ouvrières » aux Cahiers de mai en passant uniquement par Rouge et la Cause du Peuple, journaux qualifiés, par dessus le marché « nouveau langage de la politique ».
  - TRIBUNE ANARCHISTE COMMUNISTE : Bulletin des anarchistes communistes du Mouvement Révolutionnaire, n° 2, 1969 (Odette Martin, 14 b, route de Davayé, 71 Charnay-les-Macon) - Groupuscule ou mouvement révolutionnaire - De l'anarchisme aberrant - L'autogestion et la Yougoslavie (si des camarades sont bien informés sur la Yougoslavie, on préférerait qu'au lieu d'institutions officielles du même tonneau que nos comités d'entreprise, ils nous parlent des grèves sauvages qui ont eu lieu dans ce pays et dont nous n'avons eu connaissance que par un bref article - avec photo - de la revue allemande Der Spiegel, n° 39, du 22-9-69). Cela permettrait de voir comment la lutte de classes se déroule en présence de conseils ouvriers bidon dans un « Etat socialiste » (sic).
  - JEUNE REVOLUTIONNAIRE (n° 10) 87, rue du Faubourg St-Denis 10ème - La grève des étudiants en médecine - Justice pour J.-P. Speller.
  - CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE (n° 161) - Leval, 33, Bd E. Quinet, 14ème - Hérité, milieu social et rénovation de l'enseignement - Difficultés de la révolution espagnole.
  - LA COLONNE (n° 1) « Pour l'organisation du pouvoir des conseils des travailleurs ».
  - LIAISONS (n° 1) Gilles, B.P. 12, Bruxelles 2, Belgique Les conseils ouvriers - A propos du fédéralisme - Les limites de la révolte étudiante.
- « Liaisons » se définit comme un regroupement de camarades aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes, n'entendant pas tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique. Pour une diffusion d'informations à tous niveaux des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.
- JUSTICE MODERNE (Quester Séméon - Lles peupliers charrière Blanche, 69 Ecully) - Tribune du justiciable - Journal apolitique de défense et d'information - Janvier 70, n° 4.
  - LES ANTILLES DECOLONISEES - Daniel Guérin - Introduction par A. Césaire. - « Ce livre fait mieux connaître les Antilles : la misère, la démographie galopante, le préjugé racial, la survivance coloniale, l'administration au service des planteurs.



en espagnol :

- ALARMA : F.O.R. n° 12, mai-juin 69 - Nicole Espagnol, 125, rue Caulaincourt, Paris 18ème.
- L'ESPOIR : C.N.T.-A.I.T. - n° 410-11-12 - Bourse du Travail, Place St-Sernin, 31 Toulouse.
- REGENERATION (organe de la F.A.M.) n° 15 - Castrejon, Apartado 9090, Mexico I DF.
- BOLETIN DE INFORMACION LIBERTARIA (mouvement cubain exilé) novembre 69 - PO box 241, Riverside Station, Miami, Florida 33135.

en anglais :

- REBEL VOICES : Anthologie des I.W.W. par Joyce Kornbluh - Ann Arbor : The University of Michigan Press (les Industrial Workers of the World se constituèrent à partir de 1905 pour tenter de devenir un syndicat de masse. S'ils échouèrent dans cette tentative, ils jouèrent un rôle important dans les luttes aux U.S.A. jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Leurs visées révolutionnaires passèrent au parti communiste et à la révolution russe ; leur tentative d'encadrer les ouvriers de toutes les industries en opposition aux syndicats de métiers de l'A.F.L. fut reprise avec succès par le C.I.O. Les derniers survivants des I.W.W. continuent de publier le bulletin Industrial Worker dont nous parlons dans cette rubrique.
- MARX AND KEYNES - The limits of the mixed economy, par Paul Mattick (Extending Horizons Books - Porter Sargent Publisher - 11, Beacon Street - Boston Mass 02108.
- AGITPROP INFORMATION : 160 N. Gower Street, London NW1, G.-B. - Liaisons-informations révolutionnaires en Grande-Bretagne et dans le monde. Bibliographie. Catalogue de nos activités. Votre aide financière. (documentations reçues en anglais : Agit prop Agitational Literature Programme - R.S.S.F. national working conference - Red notes.)

### Grande-Bretagne

- SOLIDARITY : nov. 69 - c/o Russel 53 A Westmoreland Road, Bromley - Kent.
- Lutttes ouvrières : G.E.L. (Liverpool) - Ford (Coventry) - La vie des six groupes Solidarity - Entretien avec un ancien K.A.P.D. - La grève de 1936-37 à la General Motors - Walter Linder - Une brochure éditée par Solidarity nov 69.
- BLACK AND RED : organe de la Fédération narchiste du North-West n° 4 - Fred Roberts, 7, Trinity Square Preston.
- FREEDOM : hebdomadaire anarchiste - 84, B. Whitechapel High Street - Whitechapel E.I.
- RED NOTES : 160, North Gower Street - London NW1 Bulletin d'informations publié en collaboration avec plusieurs organisations d'extrême gauche.
- W.R.I. NEWS LETTERS (n° 86 et 87 - nov et déc.) - 3, Caledonian Road, London N.I. - Bulletin de War resister' international - De la même organisation de non-violents, une petite brochure sur la révolte des étudiants en Yougoslavie, éditée en août 68.

### U.S.A.

- NEWS AND LETTERS (numéros d'octobre, novembre et décembre 69) 415 Brainard, Détroit, Michigan 48 201.
- INDUSTRIAL WORKER : organe mensuel des I.W.W. (numéros d'octobre, novembre et décembre 69) - 2422 N. Halsted Street - Chicago Ill.60 614.
- SPEAK OUT (n° 9 novembre 69) publié par Facing Reality Committee, 14 131 Woodward Avenue, Détroit, Michigan 48 203.
- S.D.S. : 1608 W Madison Street, Chicago Ill.60 612 - Le paquet de numéros reçus est de l'été dernier. Depuis le S.D.S. s'est scindé en plusieurs tronçons.
- I.S. (International socialist) (n° 13 et 14, oct. déc. 69) P.O. Box 121 - Berkeley, Californie 94 701.
- Grève sauvage à Sparrows Point, de la Bethlehem Steel -

Longue étude sur la répression croissante - Le prolétariat féminin - La grève de la General Electric.

- BLACK AND RED : P.O. Box 973, Kalamazoo, Michigan 49 005 - Petite revue très illustrée - L'activité du groupe - Le projet révolutionnaire.
- ANARCHOS : P.O. Box 466, Peter Stuyvesant Station, New York 10 009 - Deux brochures : « listen, marxist » et « Ecology and revolutionnary though ».

### Inde

- SARVODAYA (sept. octobre 69) adresse : Sarvodaya Prachularaya, Thanjavur Tamilnadu, India.
- Petite revue consacrée à l'idéologie de Mahatma Gandhi.

en italien :

- POTERE OPERAIO : B.P. 741, Rome-Entre.
- Numéro 1 : Du journal « La Classe » à Potere Operaio - Avant-garde de classe et organisation - Pour une direction politique des luttes - Fiat : entre les ouvriers, les syndicats et le patron, l'affrontement est politique - L'Europe rouge - Ouvriers et prolétaires du Sud - Le mal anglais de l'économie capitaliste - Syndicalisme catholique et participation. — Autres articles sur l'Irlande, l'Allemagne, les U.S.A.
- Numéro 4 : De la Lotta Continua à la direction ouvrière - Milan, Porto-Marghera - La direction ouvrière des luttes étudiantes - Pratique de la coordination - La mobilité ouvrière en Europe - La crise de la social-démocratie - Chine : La révolution ininterrompue - Le Portugal Numéro 5 : Unification des luttes pour les objectifs ouvriers - L'offensive ouvrière - L'industrie d'Etat à Milan - Violence de masse contre les études - La violence n'est ni bonne ni mauvaise, la violence « existe » - Les fonctions de la répression - L'usage politique de la lutte étudiante - Yougoslavie : à bas la bourgeoisie rouge.
- Numéro 6 : Une lutte qui coûte si cher doit payer beaucoup plus - Turin, Porto-Marghera - Direction ouvrière de l'organisation - Rapports politiques sur le mouvement - La social-démocratie dans les années 70 - Sur la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Yougoslavie, U.S.A.
- Numéro 7 : Oui à la violence ouvrière - Rencontre à Milan : les formes nouvelles d'organisation ouvrière - Luttes à Turin, Porto-Marghera, Ferrare, Chioggia - Non à l'idéologie tiers-mondiste - Notes sur le Brésil, le Congo-Kinshasha, le Portugal, le Liban, l'Allemagne.
- Numéro 8 : Le P.C.I. : une Fiat au « visage humain » - Milan : l'automne rouge des conventions collectives - Fiat : la violence ouvrière comme instrument de lutte - Rapports politiques sur le mouvement, la lutte et l'organisation - Défense des Panthères Noires.
- N.B. - Le directeur de Potere Operaio, Francesco Tolin, a été condamné le 1er décembre à 17 mois de prison ferme, pour « incitation à délit », « violence privée », ceci visant le contenu des derniers numéros de Potere Operaio. Le ministère public l'a rendu responsable de tous les actes « illégaux » commis ces derniers mois par les groupes gauchistes. Le procureur de la République a pu assurer qu'il n'était pas vrai « que le travailleur opprimé par le système (quel système ?) ait pour unique recours la violence », et que « ce n'est pas par méthode démocratique qu'il est possible d'atteindre des objectifs ». Les paroles de l'avocat de Tolin, F. Gullo, député communiste, ne sont pas moins remarquables ; il répond : « Les articles de mon client sont aussi dirigés contre mon parti, mais ils ne sont que l'expression d'une idée. Nous pensons que la bataille doit être menée à l'intérieur du système. Tolin pense et écrit qu'il faut se placer à l'extérieur de ce système. L'alternative est en fait réforme ou révolution. Pour Tolin, c'est la révolution, la violence ». Complétons : pour le P.C., c'est la réforme pacifique. En voilà un au moins qui dit les choses clairement ; cela peut être utile à ceux qui croiraient encore à une quelconque originalité du P.C.I. dans le concert social-démocrate.



# Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

---

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

---

## informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : 1 an - 12 numéros : 15 F.

Versements : I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS